

EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE
PARIS 1931

INDOCHINE FRANÇAISE

SECTION D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

DIRECTION DES FINANCES

LES BUDGETS LOCAUX
EN INDOCHINE
ET LEURS CAISSES DE RÉSERVE



CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE
RECHERCHE DE L'INSTITUT DE L'INDOCHINE
ET LE MUSEE D'HANOI

BIBLIOTHÈQUE

HANOI

IMPRIMERIE D'EXTREME-ORIENT

1930

KI
65

ASE

2549

ASE
2549

ASE 2549

EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE
PARIS 1931

INDOCHINE FRANÇAISE

SECTION D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

DIRECTION DES FINANCES

LES BUDGETS LOCAUX

EN INDOCHINE

ET LEURS CAISSES DE RÉSERVE



HANOI
IMPRIMERIE D'EXTREME-ORIENT
1930



Centre de Documentation
sur l'Asie du Sud-Est et le
Monde Indonésien
EPHE VI^e Section
ASE 2549
BIBLIOTHÈQUE

SECRET

SECRET

SECRET

LES BUDGETS LOCAUX DE L'INDOCHINE

Il est rappelé pour mémoire qu'en vertu du traité de Saigon en date du 5 juin 1862 ratifié à Hué le 14 août 1863, l'Empereur Tu-Duc cédait à la France les trois provinces de Bien-Hoa, Gia-Dinh et My-Tho, auxquelles furent réunies en 1867 celles de Vinh-Long, Chau-Doc et Ha-Tiên; que le traité du 6 juin 1884, formellement reconnu par la Chine au traité de Tien-Tsin le 9 juin 1885, établissait définitivement notre Protectorat sur l'Annam et le Tonkin; qu'enfin, une convention du 17 juin 1884, approuvée par une loi du 17 juillet suivant réunit une partie du Cambodge à la Cochinchine, à l'Annam et au Tonkin. Par le traité du 23 mars 1907, le Siam cédait en outre à la France les territoires de Battambang, Siemréap et Sisophon. Enfin en vertu des traités franco-siamois des 3 octobre 1893 et 13 février 1904, le Siam renonçait à toute prétention sur les territoires de la rive gauche du Mékong, les îles de ce fleuve, la région de Bassac et celle de Luang-Prabang.

Tout comme les habitudes et les mœurs des populations qui les composaient, l'organisation financière de ces territoires était caractérisée par une complète diversité: l'Annam avait conservé après le traité de 1884 la libre disposition de ses deniers tandis que les règles françaises de gestion et de comptabilité s'appliquaient au Tonkin et en Cochinchine. Mais lorsqu'en 1898, l'Empereur nous eût chargé de gérer ses finances, ces règles s'étendirent à l'Annam et l'organisation financière présenta dès lors dans les trois pays une certaine uniformité.

Chaque colonie ou protectorat dut donc établir un état des prévisions de ses recettes et de ses dépenses sous forme de budget propre dit « budget local ».

Le budget local autonome de l'« *Annam-Tonkin* » fut créé à compter du 1^{er} janvier 1887. A l'origine établi en francs puis en piastres (circulaire du 27 février 1888 confirmée par décret du 14 juillet 1904), et bien qu'alimenté par une subvention de l'Etat français, il fut constamment obéré depuis l'établissement de notre protectorat sur l'Annam. Ce budget comprenait, en recettes :

1° Ses ressources propres ;

2° La subvention du budget de l'Etat français ;

3° Le contingent dû par la Cochinchine à la Métropole pour les dépenses militaires de l'Annam-Tonkin.

Malgré ces ressources, on dut avoir recours à trois reprises différentes à l'intervention des pouvoirs métropolitains : du 1^{er} janvier 1887 à l'exercice 1890, le déficit s'éleva à 13.100.000 francs. Il en fut de même pour le budget de l'exercice 1891. A l'ouverture de l'exercice 1892, l'arrière s'élevait à 12 millions de francs. A compter du 1^{er} janvier 1892, la séparation des dépenses locales et des dépenses militaires rattachées au budget colonial semblait avoir rendu l'équilibre des budgets ; il n'en fut rien et l'Emprunt de 80 millions de francs effectué en 1896 mit seul fin aux embarras financiers du Protectorat. Quarante-trois millions furent affectés à la liquidation. En même temps, de sérieuses réformes fiscales étaient entreprises dont l'effet ne tarda pas à se faire sentir dès l'exercice 1897 : le reliquat de cet exercice contribua à former les caisses de réserve de ces territoires.

A compter de 1899 (décret du 11 juillet 1898) le budget général fut créé et il fut établi deux budgets distincts : l'un pour le Tonkin, l'autre pour l'Annam.

Malgré ses nombreuses ressources, la Cochinchine avait également un budget obéré. L'exercice 1896 s'était clôturé par un déficit dépassant un million de piastres, laissant ainsi un arriéré de plus de 500.000 piastres. Il en fut de même pour le budget de 1897. La prévoyance dans l'établissement des prévisions des exercices ultérieurs et leur exécution rigoureuse permirent de connaître de meilleurs résultats et les exercices suivants se traduisirent par des plus-values. De grands travaux de dragages, la réfection de voies navigables, la construction du port de Saigon et des voies de chemins de fer étaient en même temps effectués.

Depuis 1896, le budget du Cambodge avait donné des excédents de recettes, dénotant l'accroissement constant des ressources du pays. Par ailleurs, le budget du Laos ne s'équilibrait que grâce à la subvention du budget général. En 1895, il était divisé en trois fractions suivant que les dépenses de chacune d'elles étaient payées par le Tonkin, l'Annam ou la Cochinchine. Il fut fondu en un budget unique pour tout le territoire divisé en deux sections afférentes au Haut et au Bas-Laos.

Ainsi, depuis 1898, un budget général était créé, se superposant aux budgets locaux. Le produit d'une partie des impôts indirects qui alimentait ces derniers constitua les ressources principales du budget général.

M. Paul Doumer explique d'ailleurs pourquoi il a réalisé la réorganisation des finances indochinoises sur ces bases :

« Était-il bon, était-il logique, écrit-il, de laisser les recettes et les dépenses de l'Indochine, quels que soient leur nature et leur caractère, réparties en plusieurs budgets distincts? A la communauté des intérêts politiques et économiques de la Colonie, à son unité géographique, fallait-il opposer une dispersion de ses ressources et de ses moyens d'action? Il apparaissait que certaines questions : chemins de fer, ports maritimes, défense de la colonie avaient un caractère d'intérêt général et qu'elles appelaient des solutions d'ensemble. Facilement la démarcation pouvait être établie entre les œuvres et les services d'intérêt particulier à chaque pays dont les dépenses devaient être payées par des ressources locales. Le principe d'un budget général pour l'Indochine entière, laissant subsister des budgets locaux dans chacune de ses parties, était donc posé naturellement par la logique et les faits ».

Au surplus et à l'exception du Laos où ils n'ont jamais existé, à chacune des circonscriptions administratives : provinces en Annam et au Tonkin, arrondissements en Cochinchine, résidences au Cambodge, correspondait une personnalité financière dotée d'un budget distinct appelé « budget provincial » (ou au Cambodge « budget résidentiel »).

Ces budgets comprenaient :

en recettes :

- 1° Des centièmes additionnels à l'impôt foncier;
- 2° Une part dans le rachat des corvées de la province;
- 3° Une part des corvées non rachetées;
- 4° Des recettes accidentelles.

en dépenses :

- 1° Entretien et empierrement des voies de communication;
- 2° Exécution des petits travaux d'art sur les diverses routes;
- 3° Entretien et amélioration des bâtiments affectés aux mandarins provinciaux, aux phu et huyên et à leurs services;
- 4° Dépenses diverses.

Ces budgets provinciaux ont été supprimés et incorporés au budget local :
au Tonkin par arrêté du 28 décembre 1911 modifié le 19 juin 1912 ;
en Annam par ordonnance royale du 1^{er} février 1913 ;
au Cambodge par arrêté du 24 octobre 1912.

Ils subsistent toujours en Cochinchine où ils sont établis par les administrateurs chefs de province après délibération des conseils provinciaux et arrêtés en Conseil privé par le Gouverneur de la Cochinchine.

C'est donc pour la majeure partie de l'Union, à compter de l'exercice 1912, que les budgets locaux ont pris leur physionomie définitive. Les décrets du 20 octobre 1911 en ont consacré l'individualité confirmée depuis par le décret du 30 décembre 1912 fixant le régime financier des Colonies.

Ils sont depuis lors pratiquement autonomes et les Chefs d'Administration locale ont toute liberté pour gérer les ressources qui leur sont affectées.

« Ainsi, dit le rapport au Président de la République, ces budgets locaux incarnent pour ainsi dire l'existence administrative et la vie politique des diverses régions de l'Indochine ; ils constituent le corps principal de son armature financière. Le budget général leur est superposé de même que le Gouverneur général est superposé aux autorités locales et que l'intérêt commun de l'Indochine se dégage de l'harmonie des intérêts particuliers ».

Les budgets locaux sont préparés par les Chefs d'Administration locale après délibération du Conseil colonial ou du Conseil de Protectorat (le Laos excepté). Ils sont soumis à l'examen du Conseil des Intérêts Français économiques et financiers et rendus exécutoires par arrêté du Gouverneur général en Conseil de Gouvernement.

* * *

EVOLUTION DES BUDGETS LOCAUX

Depuis leur autonomie, les budgets locaux ont subi une ascension rapide commandée par le développement économique du pays et l'impulsion donnée à la colonisation elle-même. Le tableau suivant fait mieux que tout commentaire ressortir la progression de ces organismes pendant la période de vingt cinq ans écoulés :

| ANNÉES | ANNAM | | CAMBODGE | | COCHINCHINE | | LAOS | | TONKIN | |
|------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Recettes totales | Dépenses totales | Recettes totales | Dépenses totales | Recettes totales | Dépenses totales | Recettes totales | Dépenses totales | Recettes totales | Dépenses totales |
| 1904 | 2.721.791 | 2.557.282 | 2.758.287 | 2.528.685 | 5.447.650 | 5.139.729 | 912.380 | 839.789 | 6.061.589 | 5.431.730 |
| 1905 | 2.825.675 | 2.610.588 | 2.523.969 | 2.358.960 | 5.033.693 | 5.018.333 | 949.933 | 855.866 | 5.552.129 | 5.284.484 |
| 1906 | 2.849.824 | 2.810.053 | 2.908.944 | 2.908.944 | 4.773.076 | 4.592.902 | 1.043.644 | 911.882 | 6.555.500 | 6.232.291 |
| 1907 | 2.979.752 | 2.882.149 | 2.932.686 | 2.768.459 | 4.933.301 | 4.923.402 | 1.042.135 | 943.628 | 6.023.708 | 5.958.810 |
| 1908 | 2.903.091 | 2.781.264 | 2.782.153 | 2.623.516 | 5.117.024 | 5.107.345 | 1.055.525 | 994.140 | 6.156.907 | 6.156.907 |
| 1909 | 3.115.027 | 3.026.297 | 2.866.216 | 2.645.902 | 5.449.387 | 5.447.798 | 912.827 | 8.33.544 | 7.141.912 | 7.141.912 |
| 1910 | 3.263.999 | 3.194.321 | 3.107.494 | 2.802.842 | 5.439.090 | 5.306.184 | 967.355 | 905.926 | 6.545.666 | 6.497.440 |
| 1911 | 3.090.838 | 3.031.539 | 3.053.778 | 3.053.778 | 5.531.636 | 5.484.446 | 1.160.653 | 1.109.788 | 6.345.056 | 6.035.739 |
| 1912 | 3.335.123 | 3.090.417 | 3.918.269 | 3.841.443 | 7.270.193 | 6.652.310 | 906.954 | 827.953 | 8.598.680 | 7.787.066 |
| 1913 | 4.310.151 | 4.065.708 | 5.175.804 | 4.593.537 | 7.339.474 | 6.836.080 | 1.011.619 | 867.308 | 8.701.639 | 8.260.035 |
| 1914 | 4.488.620 | 4.261.248 | 5.733.987 | 4.905.891 | 8.604.744 | 7.920.940 | 1.099.695 | 932.287 | 9.732.475 | 8.878.842 |
| 1915 | 4.677.863 | 4.346.915 | 5.820.557 | 5.106.979 | 8.380.917 | 7.219.376 | 1.574.261 | 1.420.896 | 9.728.137 | 8.704.052 |
| 1916 | 4.708.345 | 4.269.118 | 5.879.577 | 5.232.273 | 8.625.095 | 7.488.482 | 1.744.124 | 1.553.099 | 10.738.778 | 9.359.905 |
| 1917 | 5.098.149 | 4.451.939 | 6.007.474 | 5.428.693 | 8.858.967 | 7.079.760 | 1.754.185 | 1.598.777 | 10.415.702 | 9.086.856 |
| 1918 | 5.366.241 | 4.914.481 | 6.095.737 | 5.716.776 | 9.316.773 | 8.352.653 | 1.844.140 | 1.693.388 | 10.541.617 | 9.698.638 |
| 1919 | 5.826.496 | 5.390.006 | 5.634.441 | 5.612.333 | 9.662.049 | 8.907.164 | 1.970.570 | 1.870.532 | 12.347.963 | 11.061.065 |
| 1920 | 6.244.154 | 5.834.804 | 6.454.496 | 6.183.685 | 11.149.920 | 10.448.003 | 2.491.416 | 2.274.490 | 12.155.048 | 11.613.365 |
| 1921 | 7.327.260 | 7.086.699 | 7.707.657 | 7.591.770 | 13.211.784 | 12.144.706 | 2.724.857 | 2.460.991 | 14.412.369 | 14.087.799 |
| 1922 | 8.044.871 | 7.687.300 | 8.053.504 | 7.904.573 | 13.785.595 | 12.895.050 | 2.939.141 | 2.633.306 | 15.881.010 | 15.240.030 |
| 1923 | 8.089.499 | 8.051.855 | 8.027.718 | 7.997.519 | 12.525.028 | 12.459.854 | 3.150.553 | 2.871.934 | 16.339.340 | 15.227.123 |
| 1924 | 8.969.813 | 8.464.796 | 8.752.330 | 8.701.610 | 14.145.370 | 13.607.285 | 3.282.657 | 3.026.820 | 16.429.596 | 15.262.657 |
| 1925 | 8.822.519 | 8.402.686 | 10.104.245 | 8.744.512 | 14.483.902 | 13.377.261 | 3.217.332 | 2.845.561 | 17.166.734 | 15.909.436 |
| 1926 | 9.883.701 | 9.730.251 | 12.075.494 | 10.585.043 | 17.837.710 | 16.989.581 | 3.530.429 | 3.212.355 | 18.789.709 | 18.229.855 |
| 1927 | 9.524.478 | 9.515.621 | 12.485.315 | 11.474.162 | 18.575.493 | 18.474.089 | 3.709.017 | 3.997.948 | 18.770.619 | 18.637.674 |
| 1928 | 10.305.790 | 10.305.790 | 11.889.969 | 11.889.969 | 19.810.136 | 19.810.136 | 3.640.000 | 3.640.000 | 18.200.670 | 18.200.670 |
| 1929 | 10.404.098 | 10.404.098 | 12.510.993 | 12.510.993 | 19.722.223 | 19.722.223 | 3.896.870 | 3.896.870 | 18.869.700 | 18.869.700 |
| 1930 | 11.043.300 | 11.043.300 | 13.386.045 | 13.386.045 | 20.554.636 | 20.554.636 | 4.188.790 | 4.188.790 | 20.328.095 | 20.328.095 |

N. B. — De 1904 à 1927 : Chiffres des comptes administratifs.
De 1928 à 1930 : Prévisions budgétaires.

Le tableau ci-après permet en outre d'apprécier l'importance de chacun d'eux.

Exercice 1930 (Prévisions budgétaires.)

| PAYS | SECTION ORDINAIRE | | SECTION EXTRAORDINAIRE | | TOTAL | |
|--------------|-------------------|---------------|------------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses | Recettes | Dépenses |
| | piastres | piastres | | | piastres | piastres |
| Annam | 11.043.300.00 | 11.043.300.00 | Néant | Néant | 11.043.300.00 | 11.043.300.00 |
| Cambodge .. | 13.386.045.00 | 13.386.045.00 | Néant | Néant | 13.386.045.00 | 13.386.045.00 |
| Cochinchine. | 19.762.460.00 | 19.762.460.00 | 792.176 \$ 00 | 792.176 \$ 00 | 20.554.636.00 | 20.554.636.00 |
| Laos | 4.188.790.00 | 4.188.790.00 | Néant | Néant | 4.188.790.00 | 4.188.790.00 |
| Tonkin | 20.328.095.00 | 20.328.090.00 | Néant | Néant | 20.328.095.00 | 20.328.095.00 |

RECETTES

Les recettes des budgets locaux sont en premier lieu constituées par l'impôt direct M. Paul Doumer donne la raison de ce choix dans son étude sur la Situation de l'Indochine :

« Il parut que la logique comme l'expérience faite dans bien des pays, « indiquât la solution; les impôts directs payés sur rôles, dont le contribuable connaît le montant et la perception doivent autant que possible avoir « un emploi qu'il peut suivre, et servir par conséquent à gager les dépenses « faites sur place pour des services et des travaux d'intérêt local. Les contributions indirectes au contraire par leur caractère impersonnel, leur mode « d'assiette et de perception peuvent être sans inconvénients affectées aux « œuvres « d'Empire » c'est-à-dire au paiement des services et des travaux « d'intérêt général ».

Les impôts directs sont constitués par l'impôt foncier et l'impôt personnel des européens, des indigènes et des asiatiques étrangers, les patentes et enfin les taxes assimilées au nombre desquelles figurent les prestations, les taxes sur les jonques et barques de rivière, la taxe sur les véhicules, celle de capitulation des éléphants et des poids et mesures, etc...

Indépendamment de ces ressources, les budgets locaux sont également alimentés par d'autres sources de revenus très diverses.

Ce sont d'abord les produits de l'Enregistrement qui comprennent :

- a) Les droits de timbre et d'enregistrement ;
- b) Les droits de greffe et de notariat ;
- c) Les droits de sceau et de chancellerie ;
- d) Les amendes judiciaires et frais de justice.

Viennent ensuite les produits du Domaine qui ont trait :

- a) A la vente et à la location des terrains et immeubles domaniaux ;
- b) Aux revenus du domaine ;
- c) Aux ventes de matériel et animaux réformés.

Sous cette rubrique, il y a également lieu de comprendre la redevance superficielle des mines qui, contrairement à la législation métropolitaine, ne constitue pas un impôt direct.

Au nombre des ressources des budgets locaux figurent en outre :

1° Les produits forestiers qui comprennent les redevances forestières, et le produit des amendes et transactions ;

2° Les produits affermés répartis en produits urbains (abattoirs, bouages et vidanges, marchés et monts de piété) et produits ruraux (bacs, cercles indigènes, nids d'hirondelles, pêcheries) ;

3° Les produits des exploitations industrielles (services de transports fluviaux, services de transports par automobiles, tramways, abattoirs, eau, électricité, fourrières, glace, marchés ;

4° Les produits divers répartis sous deux rubriques :

a) Les revenus (intérêts des titres de la caisse de réserve, ristourne sur les prêts agricoles, prélèvements : sur les bonis des monts de piété, sur le par mutuel, sur la vente des cardamomes, etc...).

b) Les taxes perçues sur ordres de recettes au nombre dequelles il y a lieu de citer :

Les cartes d'immatriculation, livrets, cartes, et permis divers;

Les permis de circulation, passeports, laissez-passer, titres d'identité;

Les permis de port d'armes et de conduite des automobiles;

La taxe sur les matières d'or et d'argent, les droits de capture, d'immatriculation, de visite et d'exportation des animaux.

5° Enfin, les produits des services administratifs (droits universitaires et recettes scolaires, retenues d'hôpital, journées d'hospitalisation, consultations, cessions de médicaments, produits des musées, de l'Imprimerie du Gouvernement, du Service des Mines, des Services agricoles et commerciaux, du travail des condamnés, etc...

Il y a lieu d'ajouter à cette énumération les recettes diverses ou imprévues, les parts contributives ou remboursements effectués par les autres unités administratives (territoires, provinces, communes) et représentant une quote-part des dépenses que le budget local ne saurait entièrement supporter et les fonds de concours ou « offres faites par les communes ou les villages en vue « de concourir à des dépenses d'utilité publique ou d'intérêt local ».

On trouvera dans le tableau ci-après le pourcentage indiquant ces différentes ressources dans la masse de recettes totales de chacun des budgets pour les exercices 1928, 1929 et 1930.

| A) SECTION ORDINAIRE | ANNAM | % | GAMBODGE | % | COCHINCHINE | % | LAOS | % | TONKIN | % |
|---|--------------|-------|--------------|-------|---------------|-------|--------------|-------|---------------|-------|
| <i>Exercice 1939 (Prévisions budgétaires).</i> | | | | | | | | | | |
| 1° Impôts perçus sur rôles | 5.522.040.00 | 50.00 | 8.361.660.00 | 62.46 | 10.143.200.00 | 49.34 | 1.432.400.00 | 34.19 | 11.582.100.00 | 56.97 |
| 2° Contributions perçues sur liquidation | 239.850.00 | 2.17 | 324.000.00 | 2.42 | 957.800.00 | 4.65 | 61.000.00 | 1.45 | 344.200.00 | 1.69 |
| 3° a) Produits forestiers | 530.000.00 | 4.79 | 1.021.700.00 | 7.63 | 890.000.00 | 4.32 | 13.000.00 | 0.31 | 695.000.00 | 3.41 |
| b) Produits affermés | 262.400.00 | 2.37 | 903.400.00 | 6.75 | 110.360.00 | 0.53 | 13.000.00 | 0.31 | 467.185.00 | 2.29 |
| c) Produits des exploitations industrielles .. | » | » | 3.000.00 | 0.02 | 400.000.00 | 1.94 | 2.000.00 | 0.04 | 57.820.00 | 0.28 |
| 4° Produits perçus sur ordres de recettes | 306.560.00 | 2.77 | 450.745.00 | 3.36 | 1.691.500.00 | 8.22 | 129.950.00 | 3.10 | 828.900.00 | 4.07 |
| 5° Prélèvements ordinaires sur la Caisse de Réserve | 100.000.00 | 0.90 | 401.000.00 | 3.00 | » | » | 50.000.00 | 1.19 | 38.500.00 | 0.18 |
| 6° Recettes des exercices antérieurs | 72.700.00 | 0.65 | 128.000.00 | 0.96 | 300.000.00 | 1.45 | 15.440.00 | 0.36 | 48.000.00 | 0.23 |
| 7° Recettes d'ordre | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 8° Subventions | 3.600.000.00 | 32.59 | 991.330.00 | 7.40 | 2.302.500.00 | 11.20 | 2.472.000.00 | 59.01 | 4.737.870.00 | 23.37 |
| 9° Parts contributives et Fonds de concours | 409.750.00 | 3.71 | 801.210.00 | 6.00 | 2.967.100.00 | 14.43 | » | » | 1.528.520.00 | 7.51 |
| B) SECTION EXTRAORDINAIRE : | | | | | | | | | | |
| 1° Recettes diverses | » | » | » | » | 792.176.00 | 3.85 | » | » | » | » |
| 2° Prélèvements exceptionnels sur la Caisse de Réserve.. | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |

| A) SECTION ORDINAIRE | ANNAM | % | CAMBODGE | % | COCHINCHINE | % | LAOS | % | TONKIN | % |
|---|--------------|-------|--------------|-------|---------------|-------|--------------|-------|---------------|-------|
| <i>Exercice 1929 (Prévisions budgétaires).</i> | | | | | | | | | | |
| 1° Impôts perçus sur rôles | 5.350.591.00 | 51.43 | 7.914.543.00 | 63.26 | 10.491.548.00 | 53.20 | 1.277.400.00 | 32.78 | 11.477.600.00 | 60.82 |
| 2° Contributions perçues sur liquidation | 158.000.00 | 1.52 | 240.400.00 | 1.92 | 1.051.474.00 | 5.33 | 26.250.00 | 0.68 | 218.200.00 | 1.16 |
| 3° a) Produits forestiers | 450.000.00 | 4.33 | 978.000.00 | 7.82 | 880.000.00 | 4.46 | 12.000.00 | 0.31 | 615.000.00 | 3.26 |
| b) Produits affermés | 309.500.00 | 2.98 | 845.570.00 | 6.76 | 105.871.00 | 0.54 | 6.000.00 | 0.15 | 454.360.00 | 2.41 |
| c) Produits des exploitations industrielles .. | » | » | 6.000.00 | 0.05 | 280.000.00 | 1.42 | 8.000.00 | 0.20 | 52.120.00 | 0.28 |
| 4° Produits perçus sur ordres de recettes | 282.200.00 | 2.71 | 363.200.00 | 2.90 | 1.370.275.00 | 6.95 | 110.430.00 | 2.83 | 716.090.00 | 3.80 |
| 5° Prélèvements ordinaires sur la Caisse de Réserve | » | » | 800.000.00 | 6.40 | » | » | 130.000.00 | 3.34 | 297.400.00 | 1.58 |
| 6° Recettes des exercices antérieurs | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 7° Recettes d'ordre | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 8° Subventions | 3.600.000.00 | 34.60 | 733.830.00 | 5.86 | 2.302.500.00 | 11.67 | 2.326.790.00 | 59.71 | 3.727.680.00 | 19.75 |
| 9° Parts contributives et Fonds de concours | 253.807.00 | 2.43 | 629.450.00 | 5.03 | 3.240.555.00 | 16.43 | » | » | 1.261.250.00 | 6.68 |
| B) SECTION EXTRAORDINAIRE : | | | | | | | | | | |
| 1° Recettes diverses | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 2° Prélèvements exceptionnels sur la Caisse de Réserve.. | » | » | » | » | » | » | » | » | 50.000.00 | 0.26 |

| A) SECTION ORDINAIRE | ANNAM | % | CAMBODGE | % | COCHINCHINE | % | LAOS | % | TONKIN | % |
|---|--------------|-------|--------------|-------|--------------|-------|--------------|-------|---------------|-------|
| Exercice 1928 (Résultats définitifs). | | | | | | | | | | |
| 1° Impôts perçus sur rôles | 5.237.617.40 | 49.20 | 8.201.529.83 | 60.28 | 9.859.076.75 | 48.32 | 1.273.650.44 | 31.99 | 11.170.638.50 | 59.78 |
| 2° Contributions perçues sur liquidation | 73.745.49 | 0.69 | 217.707.51 | 1.60 | 1.118.097.89 | 5.48 | 47.714.34 | 1.19 | 284.477.41 | 1.52 |
| 3° a) Produits forestiers | 532.460.05 | 5.00 | 956.956.47 | 7.03 | 767.012.09 | 3.76 | 15.165.52 | 0.39 | 584.630.88 | 3.13 |
| b) Produits affermés | 296.430.18 | 2.78 | 836.105.50 | 6.14 | 105.261.83 | 0.51 | 5.794.70 | 0.14 | 444.090.78 | 2.38 |
| c) Produits des exploitations industrielles | » | » | 5.218.93 | 0.04 | 315.280.06 | 1.55 | 1.336.66 | 0.03 | 51.474.21 | 0.27 |
| 4° Produits perçus sur ordres de recettes | 338.963.76 | 3.19 | 361.348.22 | 2.65 | 1.325.388.47 | 6.50 | 128.230.52 | 3.21 | 670.025.47 | 3.59 |
| 5° Prélèvements ordinaires sur la Caisse de Réserve | 134.522.32 | 1.27 | 1.389.275.00 | 10.21 | 827.697.00 | 4.05 | 394.850.00 | 9.86 | 523.000.00 | 2.80 |
| 6° Recettes des exercices antérieurs | 76.579.23 | 0.72 | 347.135.02 | 2.56 | 323.035.83 | 1.58 | 20.886.63 | 0.52 | 46.135.02 | 0.25 |
| 7° Recettes d'ordre | » | » | 43.131.18 | 0.31 | » | » | » | » | » | » |
| 8° Subventions | 3.701.700.00 | 34.76 | 733.830.00 | 5.40 | 2.302.500.00 | 11.30 | 2.100.000.00 | 52.64 | 3.736.180.00 | 20.00 |
| 9° Parts contributives et Fonds de concours | 254.943.21 | 2.39 | 463.376.92 | 3.41 | 3.441.596.35 | 16.88 | » | » | 1.074.415.91 | 5.75 |
| B) SECTION EXTRAORDINAIRE : | | | | | | | | | | |
| 1° Recettes diverses | » | » | » | » | » | » | » | » | % | » |
| 2° Prélèvements exceptionnels sur la Caisse de Réserve.. | » | » | 50.000.00 | 0.37 | 15.000.00 | 0.07 | 1.200.00 | 0.03 | 100.000.00 | 0.53 |

L'examen des tableaux ci-dessous montre que les impôts directs constituent les ressources principales des budgets. Mais tandis qu'à l'origine, le produit des impôts de cette nature suffisait à couvrir la presque totalité des dépenses budgétaires, la progression des recettes de l'espèce s'avère de plus en plus inférieure à celle des dépenses correspondantes. C'est ce que montre le tableau suivant :

*Fraction des dépenses locales couvertes par
l'impôt : direct.*

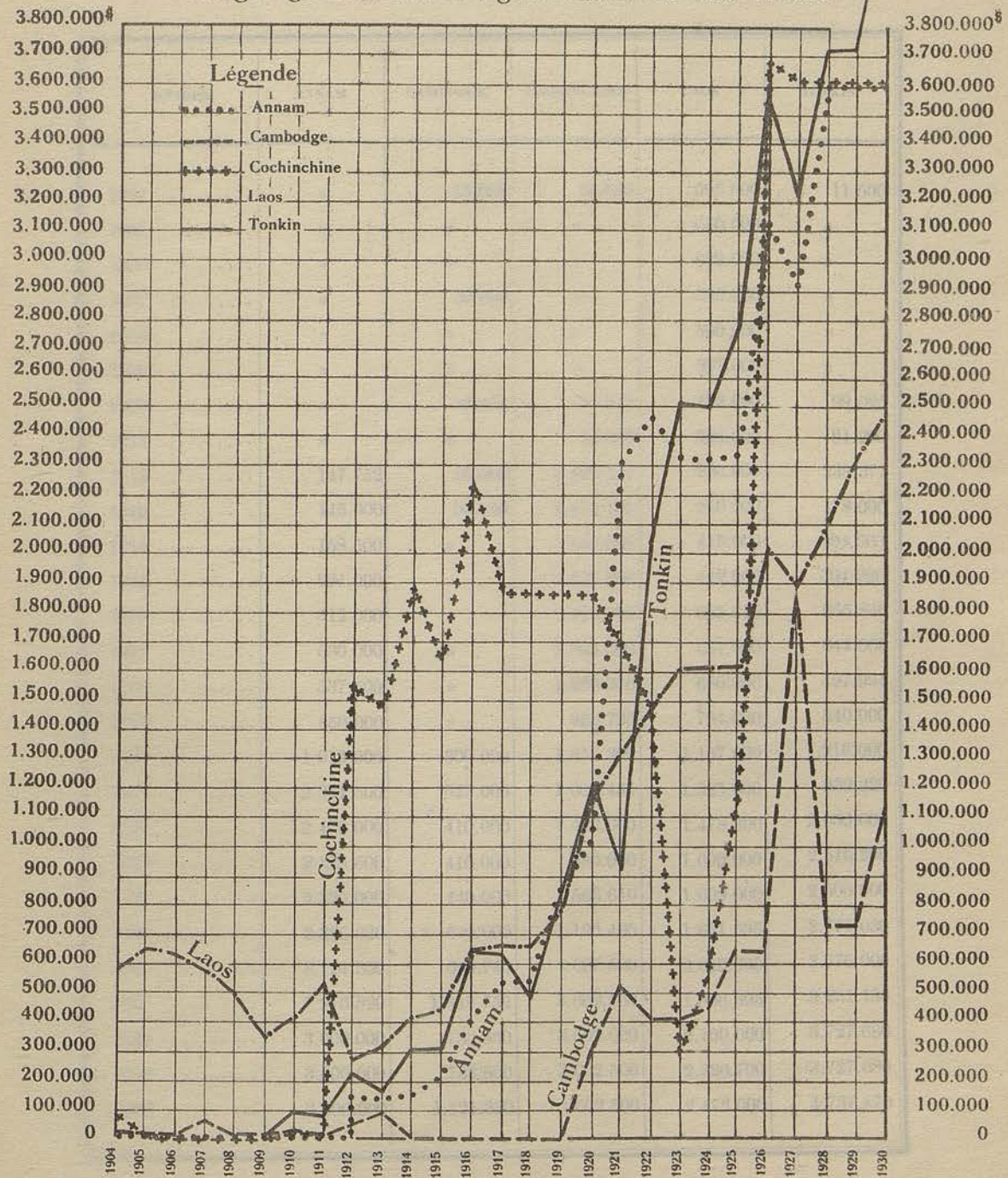
| ANNÉES | ANNAM | CAMBODGE | COCHINCHINE | LAOS | TONKIN |
|------------|---------|----------|-------------|---------|---------|
| 1904 | 94,56 % | 75,09 % | 80,17 % | 22,07 % | 84,95 % |
| 1917 | 82,15 % | 72,67 % | 73,89 % | 57,93 % | 86,13 % |
| 1930 | 50,00 % | 62,46 % | 49,34 % | 34,19 % | 56,97 % |

Il a été remédié au déséquilibre profond qui vient d'être constaté par deux palliatifs : la subvention du budget général et les prélèvements sur la Caisse de Réserve. C'est en effet dans ces deux ressources que les budgets locaux trouvent généralement l'appoint indispensable pour boucler leurs opérations qui se traduiraient par un déficit certain.

Le décret du 31 juillet 1898 qui attribuait au budget général les recettes des Douanes et Régies et des contributions indirectes perçues sur le territoire, prévoyait dans son article 5 que les budgets locaux pouvaient recevoir des subventions du budget général (dispositions reproduites par l'article 3 du quatrième décret du 20 octobre 1911) : « Le montant de ces subventions est fixé annuellement par le Gouverneur général en Conseil de Gouvernement et arrêté définitivement par l'acte portant approbation des budgets ». Cette disposition était indispensable. D'après l'esprit des décrets organiques, la subvention devrait être un moyen exceptionnel d'équilibre des budgets locaux. En fait ce moyen est devenu permanent et à l'exception du Cambodge auquel cinq subventions furent attribuées de 1904 à 1919 les budgets locaux sont, depuis 1912, constamment tributaire du budget général qui supporte en définitive les résultats de leur gestion. Par suite de l'absence de tout impôt indirect dont la caractéristique est l'élasticité de rendement, qui dans la période d'essor, se traduit par une plus-value sérieuse, les budgets locaux se voient contraints d'accroître d'année en année, leurs demandes qui ne laissent d'ailleurs pas que d'accuser des chiffres assez progressifs.



Graphique des Subventions accordées par le budget général aux budgets locaux de 1904 à 1930





Budget general aux budgets locaux de l'année 1930
 Grandeurs des subventions accordées par le
 Gouvernement central aux budgets locaux de l'année 1930

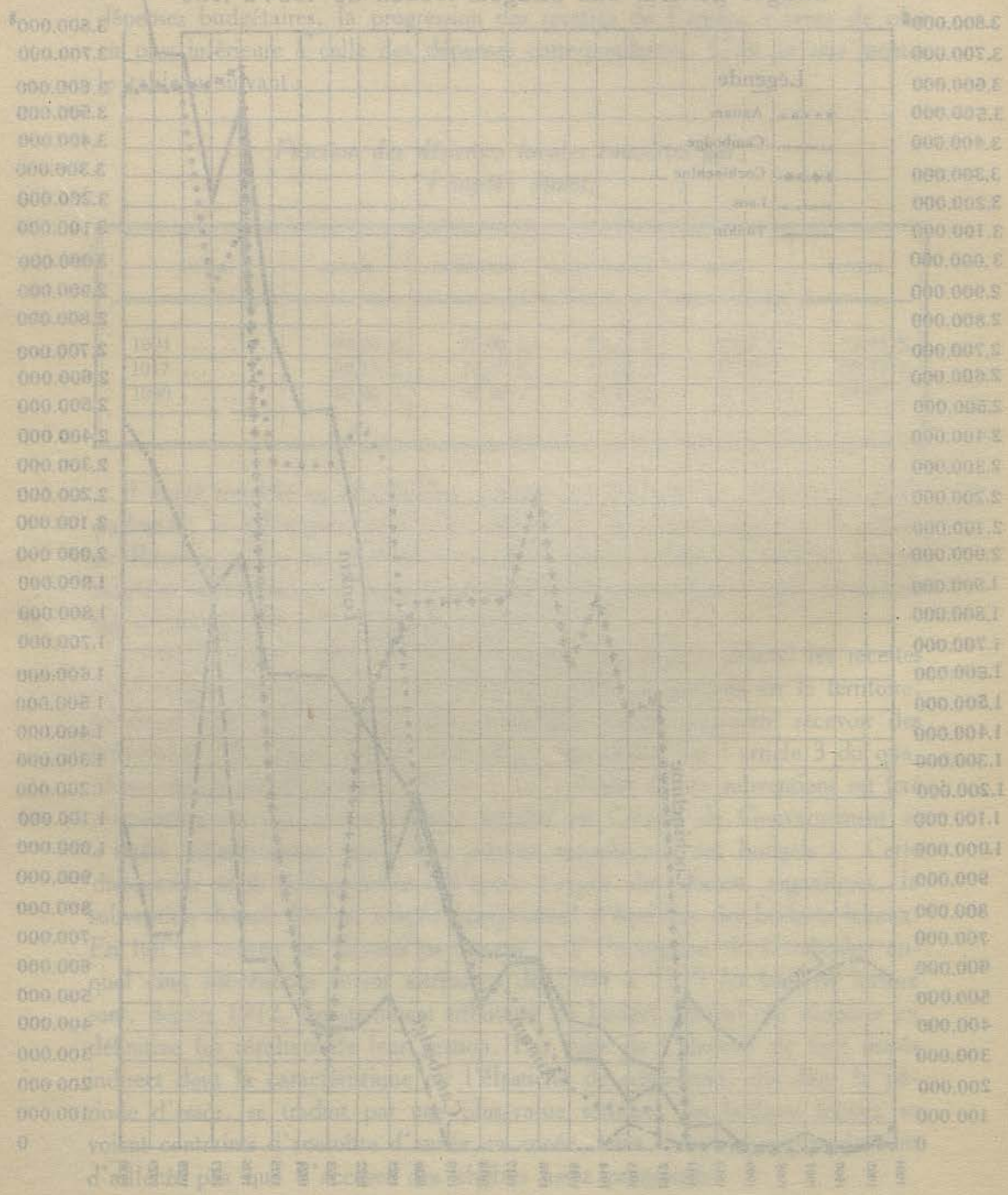


Tableau des subventions accordées par le budget général aux budgets locaux de 1904 à 1930.

| ANNÉES | ANNAM | CAMBODGE | COCHINCHINE | LAOS | TONKIN |
|------------|-----------|-----------|-------------|-----------|-----------|
| 1904 | » | 15.000 | 70.000 | 595.000 | 11.500 |
| 1905 | » | » | » | 650.000 | » |
| 1906 | » | » | » | 630.000 | » |
| 1907 | » | 50.000 | » | 595.000 | » |
| 1908 | » | » | » | 500.000 | » |
| 1909 | » | » | » | 367.000 | » |
| 1910 | » | 19.471 | 14.913 | 408.000 | 99.025 |
| 1911 | » | » | 10.000 | 526.000 | 81.200 |
| 1912 | 147.752 | 40.000 | 1.522.337 | 280.000 | 238.577 |
| 1913 | 145.000 | 96.800 | 1.471.700 | 310.000 | 178.000 |
| 1914 | 158.500 | » | 1.885.000 | 415.000 | 304.963 |
| 1915 | 224.000 | » | 1.623.000 | 442.000 | 304.990 |
| 1916 | 412.000 | » | 2.211.800 | 665.819 | 655.840 |
| 1917 | 530.000 | » | 1.869.500 | 681.000 | 644.000 |
| 1918 | 537.500 | » | 1.250.070 | 680.000 | 497.994 |
| 1919 | 850.000 | » | 928.725 | 794.000 | 840.000 |
| 1920 | 1.019.000 | 300.000 | 1.853.300 | 1.157.000 | 1.216.000 |
| 1921 | 2.311.500 | 523.600 | 1.685.455 | 1.325.000 | 939.320 |
| 1922 | 2.472.000 | 410.000 | 1.480.000 | 1.478.300 | 2.053.000 |
| 1923 | 2.325.500 | 410.000 | 280.000 | 1.609.000 | 2.516.200 |
| 1924 | 2.320.000 | 440.000 | 566.610 | 1.609.000 | 2.500.000 |
| 1925 | 2.386.320 | 640.000 | 1.126.460 | 1.631.595 | 2.771.030 |
| 1926 | 3.124.350 | 640.740 | 3.697.500 | 2.010.000 | 3.570.000 |
| 1927 | 2.916.320 | 1.848.750 | 3.602.500 | 1.896.595 | 3.231.180 |
| 1928 | 3.600.000 | 733.830 | 3.602.000 | 2.100.000 | 3.727.680 |
| 1929 | 3.600.000 | 733.830 | 3.602.500 | 2.326.790 | 3.727.680 |
| 1930 | 3.600.000 | 1.121.330 | 3.602.500 | 2.472.000 | 4.737.870 |

Enfin, en cas d'insuffisance des subventions du budget général, les budgets locaux font appel à leur Caisse de Réserve régulièrement alimentée par les reliquats de l'exercice. Ces reliquats ont été les suivants :

| ANNÉES | ANNAM | CAMBODGE | COCHINGHINE | LAOS | TONKIN |
|------------|---------|-----------|-------------|---------|-----------|
| 1904 | 164.509 | 229.601 | 307.921 | 72.590 | 629.858 |
| 1905 | 215.086 | 165.008 | 15.359 | 94.067 | 267.644 |
| 1906 | 39.771 | Néant | 180.173 | 131.761 | 323.209 |
| 1907 | 97.603 | 164.226 | 9.899 | 98.507 | 64.898 |
| 1908 | 121.826 | 158.836 | 9.678 | 61.385 | Néant (1) |
| 1909 | 88.729 | 220.314 | 1.580 | 79.282 | Néant (2) |
| 1910 | 69.678 | 304.651 | 132.905 | 61.428 | 48.226 |
| 1911 | 59.298 | » | 47.190 | 50.865 | 309.317 |
| 1912 | 244.705 | 76.825 | 617.882 | 79.000 | 811.787 |
| 1913 | 244.442 | 582.266 | 503.393 | 144.310 | 441.603 |
| 1914 | 227.372 | 828.096 | 683.803 | 167.408 | 853.632 |
| 1915 | 330.947 | 713.608 | 1.161.541 | 153.365 | 1.024.084 |
| 1916 | 439.226 | 647.304 | 1.136.613 | 191.025 | 1.378.873 |
| 1917 | 646.209 | 578.780 | 1.789.146 | 155.407 | 1.328.845 |
| 1918 | 451.759 | 378.961 | 964.119 | 150.752 | 843.248 |
| 1919 | 436.489 | 22.108 | 754.885 | 100.037 | 1.286.065 |
| 1920 | 409.350 | 271.411 | 701.917 | 216.926 | 541.683 |
| 1921 | 240.560 | 271.410 | 1.067.078 | 263.865 | 324.570 |
| 1922 | 357.570 | 116.487 | 890.545 | 305.835 | 640.980 |
| 1923 | 37.643 | 148.931 | 65.174 | 278.619 | 1.112.217 |
| 1924 | 505.016 | 50.720 | 538.085 | 255.837 | 1.166.938 |
| 1925 | 419.833 | 1.359.732 | 1.106.641 | 371.770 | 1.257.298 |
| 1926 | 153.450 | 1.490.451 | 848.129 | 318.074 | 559.583 |
| 1927 | 8.856 | 1.011.453 | 101.403 | 288.931 | 132.945 |
| 1928 | 288.472 | 1.239.217 | 762.624 | 244.692 | 275 |
| 1929 | » | » | » | » | » |
| 1930 | » | » | » | » | » |

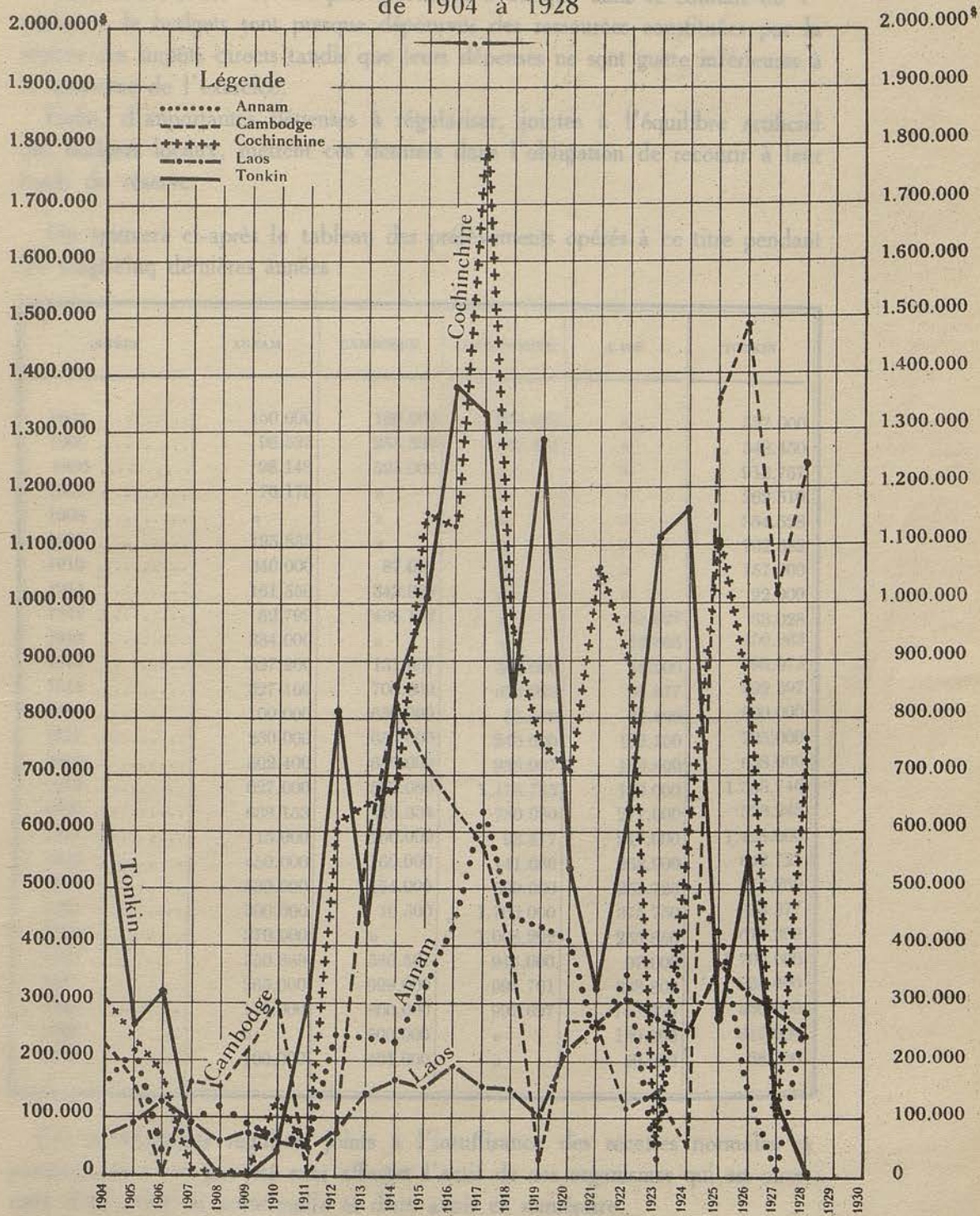
N. B. Les chiffres ont été arrondis.

(1) En réalité, reliquat de 49.925 \$, mais absorbé par dépenses extraordinaires.

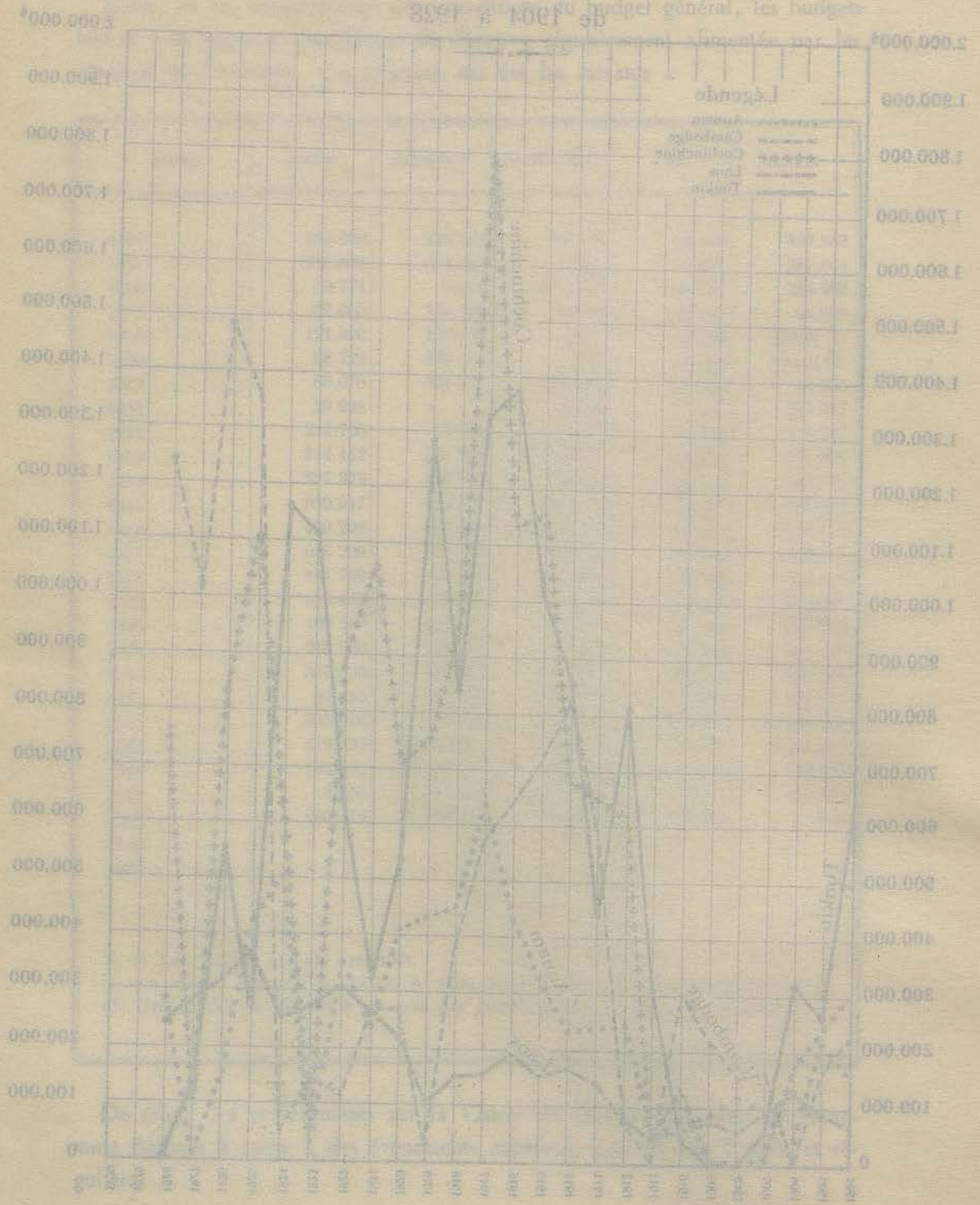
(2) Déficit réel de 193.116 \$ couvert par prélèvement sur Caisse de Réserve.

De même les prélèvements sur la Caisse de Réserve qui sont théoriquement destinés à parer à des événements imprévus, sont en fait annuels et réguliers.

Graphique des Reliquats des Budgets Locaux
de 1904 à 1928



Graphique des Reliquats des Budgets Locaux
de 1901 à 1938



Cette circonstance est due principalement à ce que dans le courant du 1^{er} semestre, le budgets sont presque dépourvus des ressources constituées par la rentrée des impôts directs tandis que leurs dépenses ne sont guère inférieures à la moyenne de l'exercice.

Enfin, d'importantes dépenses à régulariser, jointes à l'équilibre artificiel des budgets locaux, mettent ces derniers dans l'obligation de recourir à leur fonds de réserve.

On trouvera ci-après le tableau des prélèvements opérés à ce titre pendant les vingt-cinq dernières années :

| ANNÉES | ANNAM | CAMBODGE | COCHINCHINE | LAOS | TONKIN |
|------------|---------|----------|-------------|---------|-----------|
| 1904 | 150.000 | 160.000 | 255.973 | » | 327.000 |
| 1905 | 96.523 | 253.333 | 307.221 | » | 348.450 |
| 1906 | 98.148 | 525.000 | » | » | 912.757 |
| 1907 | 70.175 | » | » | » | 262.510 |
| 1908 | » | » | » | » | 354.528 |
| 1909 | 195.833 | » | » | » | 762.682 |
| 1910 | 340.000 | 87.000 | » | » | 157.000 |
| 1911 | 161.550 | 343.928 | » | » | 22.000 |
| 1912 | 52.799 | 438.182 | » | 61.428 | 33.028 |
| 1913 | 334.000 | » | » | 29.865 | 450.863 |
| 1914 | 327.260 | 131.857 | 552.000 | 10.000 | 896.073 |
| 1915 | 327.169 | 700.000 | 595.923 | 94.677 | 492.397 |
| 1916 | 100.000 | 650.000 | 65.573 | 91.800 | 890.000 |
| 1917 | 250.000 | 650.000 | 240.000 | 102.250 | 725.000 |
| 1918 | 502.400 | 650.000 | 936.097 | 153.800 | 638.000 |
| 1919 | 627.000 | 570.000 | 1.478.785 | 130.000 | 1.535.746 |
| 1920 | 638.153 | 419.334 | 730.980 | 277.000 | 533.243 |
| 1921 | 115.000 | 250.000 | 93.577 | 217.000 | 1.428.000 |
| 1922 | 450.000 | 166.000 | 141.666 | 263.900 | 642.721 |
| 1923 | 530.000 | 454.000 | 609.000 | 258.725 | 577.200 |
| 1924 | 300.000 | 16.500 | 1.700.000 | 375.750 | 653.377 |
| 1925 | 370.000 | » | 1.008.202 | 255.850 | 613.399 |
| 1926 | 550.889 | 580.561 | 945.000 | 97.000 | 1.700.000 |
| 1927 | 265.000 | 999.000 | 994.701 | 388.800 | 805.000 |
| 1928 | 175.000 | 800.000 | 997.697 | 146.050 | 450.000 |
| 1929 | » | 800.000 | » | 130.000 | 347.000 |
| 1930 | 100.000 | 401.000 | » | 50.000 | 38.500 |

Ces prélèvements réguliers joints à l'insuffisance des recettes normales et permanentes n'ont pas été sans affecter l'actif de ces organismes qui est constitué d'un avoir en portefeuille et d'un avoir en numéraire.

*Situations des Caisses de Réserve des budgets locaux en 1906,
1912, 1917, 1922 et 1929.*

| | ANNAM | CAMBODGE | COCHINCHINE | LAOS | TONKIN |
|---|-------------------|---------------------|-------------------|--|---------------------|
| | | | | 1906 | |
| Avoir disponible au 30 juin | 962.054 \$ 05 (1) | 1.284.225 \$ 14 (1) | 195.533 \$ 31 (1) | 166.658 \$ 29 (1) | 1.039.848 \$ 99 (1) |
| Valeur comptable du Portefeuille | » | » | » | » | » |
| Minimum règlementaire | » | » | » | » | » |
| | | | | 1912 | |
| Avoir disponible au 30 juin | 999.607 11 (1) | 1.192.930 77 (1) | 1.026.964 56 (1) | 50.685 00 (1) | 662.200 97 (1) |
| Valeur comptable du Portefeuille : | » | » | » | » | » |
| Minimum règlementaire | » | » | » | » | » |
| | | | | 1917 | |
| Avoir disponible au 30 juin | 309.761 21 | 851.052 45 | 1.743.076 65 | 357.379 91 (1) | 1.831.201 19 |
| Valeur comptable du Portefeuille | 482.696 79 | 1.058.120 91 | 1.315.743 42 | | 228.565 10 |
| Minimum règlementaire | 300.000 00 | 200.000 00 | 250.000 00 | 150.000.00 | 400.000 00 |
| | | | | 1922 | |
| Avoir disponible au 30 juin | 518.755 74 | 220.644 13 | 2.128.723 91 | 466.569.67 dont 102.630.72 -- valeur achat porte- feuille | 866.700 26 |
| Valeur comptable du Portefeuille : | 147.394 55 | 263.466 64 | 1.533.367 91 | | 508.654 86 |
| Minimum règlementaire | 250.000 00 | 130.000 00 | 150.000 00 | 100.000.00 | 300.000 00 |
| | | | | 1929 | |
| Avoir disponible au 30 juin | 488.472 99 | 1.453.470 77 | 1.033.556 00 | 441.623 65 | 351.043 81 |
| Valeur comptable du Portefeuille : | Néant | 202.599 04 | Néant | 44.147 67 | 206.913 06 |
| Minimum règlementaire | 200.000 00 | 130.000 00 | 150.000 00 | 100.000 00 | 300.000 00 |
| (1) Sans possibilité de discrimination. | | | | | |

— 18 —

DÉPENSES

De natures très diverses, les dépenses des budgets locaux peuvent être groupées sous quelques rubriques fondamentales indiquant immédiatement leur affectation : ce sont celles afférentes aux :

- 1° Dettes exigibles ;
- 2° Dépenses d'Administration générale ;
- 3° Services financiers ;
- 4° Dépenses d'exploitations industrielles ;
- 5° Dépenses d'intérêt social et économique.

Les premières concernent les dettes des territoires et pensions viagères ; les dépenses d'Administration générale ont trait aux dépenses de Gouvernement (personnel et matériel), administration des provinces, Justice, Garde indigène, Police, Services Pénitentiaires et Gendarmerie ; celles des Services Financiers ont trait aux dépenses du Trésor, du Cadastre et de la Topographie ; les dépenses d'Exploitations Industrielles s'appliquent pour certains pays à l'Imprimerie du Gouvernement, et en général aux dépenses de Transport et des Travaux publics. Enfin, les dépenses d'Intérêt Social et Economique comprennent les dépenses d'Enseignement, celles des Services Sanitaires et Médicaux, des Services Agricoles et Commerciaux, Services Forestiers, Services Vétérinaires, Zootechniques et des Epizooties.

En raison de leur nature même elles ont en outre un caractère obligatoire ou facultatif. Mais aussi attentive que puisse être la compression dont elles peuvent être l'objet, elles ont subi depuis vingt-cinq ans, une progression non seulement du même ordre, mais plus rapide même que celle des recettes.

On trouvera ci-après à titre indicatif un tableau donnant, pour l'exercice 1930, la décomposition des dépenses groupées sensiblement sous les rubriques indiquées ci-dessus :

| CATÉGORIES DE DÉPENSES | ANNAM | | | | CAMBODGE | | | |
|---|---------------|------------------|---------|---|---------------|------------------|---------|---|
| | Ordinaires | % | Extrao. | % | Ordinaires | % | Extrao. | % |
| | piastres | | | | piastres | | | |
| 1° Dettes exigibles | 50.000 00 | 0.45 | » | » | 60.940 00 | 0.45 | » | » |
| 2° Gouvernement | 396.809 00 | 3.60 | » | » | 989.172 00 | 7.39 | » | » |
| 3° Administration générale .. | 3.892.824 10 | 35.25 | » | » | 3.558.989 00 | 26.59 | » | » |
| 4° Services financiers | 282.200 00 | 2.55 | » | » | 759.479 00 | 5.67 | » | » |
| 5° Exploitations industrielles. | 1.778.129 19 | 16.10 | » | » | 4.255.273 00 | 31.79 | » | » |
| 6° Services d'Intérêt Social et Economique | 3.776.536 54 | 34.20 | » | » | 2.554.824 00 | 19.08 | » | » |
| 7° Fonds Secrets | 15.000 00 | 0.13 | » | » | 18.000 00 | 0.14 | » | » |
| 8° Dépenses diverses | 851.801 17 | 7.72 | » | » | 1.189.368 00 | 8.89 | » | » |
| 9° — d'ordre | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Totaux partiels | 11.043.300 00 | | » | | 13.386.045 00 | | » | |
| Totaux généraux | | 11.043.300 \$ 00 | | | | 13.386.045 \$ 00 | | |

| CATÉGORIES DE DÉPENSES | COCHINCHINE | | | |
|---|---------------|------------------|---------------|------|
| | Ordinaires | % | Extrao. | % |
| | piastres | | | |
| 1° Dettes exigibles | 127.100 00 | 0.62 | » | » |
| 2° Gouvernement | 174.600 00 | 0.85 | » | » |
| 3° Administration générale .. | 4.918.764 00 | 23.93 | » | » |
| 4° Services financiers | 1.261.600 00 | 6.14 | » | » |
| 5° Exploitations industrielles. | 4.738.930 00 | 23.55 | 792.176 \$ 00 | 3.37 |
| 6° Services d'Intérêt Social et Economique | 5.468.730 00 | 26.60 | » | » |
| 7° Fonds Secrets | 20.000 00 | 0.09 | » | » |
| 8° Dépenses diverses | 3.052.736 00 | 14.85 | » | » |
| 9° — d'ordre | » | » | » | » |
| Totaux partiels | 19.762.460 00 | | 792.176 \$ 00 | |
| Totaux généraux | | 20.554.636 \$ 00 | | |

| CATÉGORIES DE DÉPENSES | LAOS | | | | TONKIN | | | |
|---|--------------|------------------|---------|---|---------------|-------------------|---------|---|
| | Ordinaires | % | Extrao. | % | Ordinaires | % | Extrao. | % |
| | piastres | | | | piastres | | | |
| 1° Dettes exigibles | 13.500 00 | 0.32 | » | » | 174.170 00 | 0.85 | » | » |
| 2° Gouvernement | 104.916 00 | 2.50 | » | » | 127.020 00 | 0.62 | » | » |
| 3° Administration générale .. | 1.579.010 10 | 37.71 | » | » | 7.338.400 00 | 36.10 | » | » |
| 4° Services financiers | 102.163 11 | 2.44 | » | » | 696.610 00 | 3.43 | » | » |
| 5° Exploitations industrielles. | 905.240 46 | 21.61 | » | » | 4.064.105 00 | 20.00 | » | » |
| 6° Services d'Intérêt Social et Economique | 987.396 67 | 23.57 | » | » | 5.508.720 00 | 27.10 | » | » |
| 7° Fonds Secrets | 6.000 00 | 0.14 | » | » | 48.400 00 | 0.24 | » | » |
| 8° Dépenses diverses | 490.563 66 | 11.71 | » | » | 2.370.670 00 | 1.66 | » | » |
| 9° — d'ordre | » | » | » | » | » | » | » | » |
| Totaux partiels | 4.188.790 00 | | » | | 20.328.095 00 | | » | |
| Totaux généraux | | 4.188. 790 \$ 00 | | | | 20.328. 095 \$ 00 | | |

Un examen rapide permet de constater que dans le groupe considéré, les dépenses d'Administration générale viennent en tête suivies de très près par celles d'Exploitations Industrielles ainsi que d'ailleurs celles d'Intérêt Social et Economique.

Cette constatation met en lumière que s'il n'est pas possible d'obtenir des résultats probants sans l'intervention d'une bonne administration coordonnée et organisée, la majeure partie des dépenses des budgets locaux a été consacrée à des œuvres d'intérêt général : Travaux publics d'une part ; Services d'Intérêt social et économique de l'autre.

Centre de Documentation
sur l'Asie du Sud-Est et le
Monde Indonésien
EPHE VI^e Section
BIBLIOTHÈQUE

Tableau donnant, de 1904 à 1930, le montant des dépenses des Travaux publics, des Services d'intérêt social et économique et des dépenses totales des Budgets locaux.

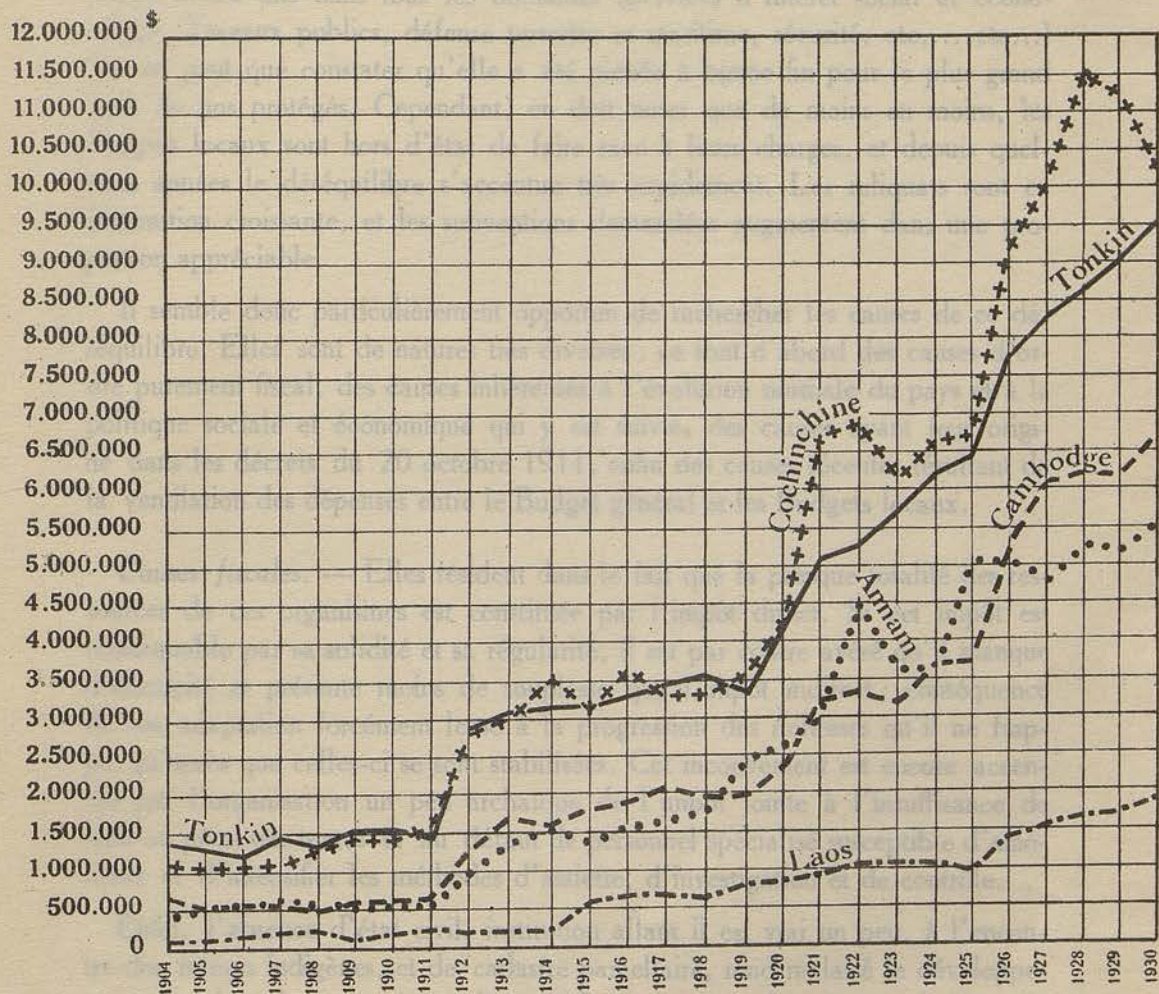
| ANNÉES | TRAVAUX PUBLICS | SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE | DÉPENSES TOTALES |
|------------|--------------------|--|---------------------|
| | | <i>Annam.</i> | |
| 1904 | 273.878 | 132.915 | 2.557.282 |
| 1905 | 350.263 | 149.099 | 2.610.588 |
| 1906 | 304.962 | 215.689 | 2.810.053 |
| 1907 | 313.822 | 352.803 | 2.882.149 |
| 1908 | 331.502 | 232.522 | 2.781.264 |
| 1909 | 259.655 | 266.807 | 3.026.297 |
| 1910 | 272.641 | 255.366 | 3.194.321 |
| 1911 | 247.047 | 292.530 | 3.031.539 |
| 1912 | 590.231 | 390.820 | 3.090.417 |
| 1913 | 857.665 | 500.495 | 4.065.708 |
| 1914 | 866.152 | 641.851 | 4.261.248 |
| 1915 | 686.968 | 706.971 | 4.346.915 |
| 1916 | 813.951 | 740.284 | 4.269.118 |
| 1917 | 830.939 | 770.175 | 4.451.939 |
| 1918 | 863.157 | 870.273 | 4.914.481 |
| 1919 | 1.452.965 | 1.038.123 | 5.390.006 |
| 1920 | 1.201.672 | 1.341.538 | 5.834.804 |
| 1921 | 1.270.700 | 1.730.446 | 7.086.699 |
| 1922 | 1.512.357 | 2.894.795 | 7.687.300 |
| 1923 | 1.421.027 | 2.232.486 | 8.051.855 |
| 1924 | 1.544.635 | 2.121.556 | 8.464.796 |
| 1925 | 1.480.263 | 3.564.431 | 8.402.686 |
| 1926 | 2.409.181 | 2.605.840 | 9.730.251 |
| 1927 | 1.926.860 | 2.935.616 | 9.515.621 |
| 1928 | 1.993.816 | 3.361.171 | 10.305.790 |
| 1929 | 1.860.900 | 3.360.172 | 10.404.098 |
| 1930 | 1.778.129 | 3.776.536 | 11.043.300 |

| ANNÉES | TRAVAUX PUBLICS | SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE | DÉPENSES TOTALES | ANNÉES | TRAVAUX PUBLICS | SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE | DÉPENSES TOTALES |
|------------|--------------------|--|---------------------|------------|--------------------|--|---------------------|
| | | <i>Cambodge.</i> | | | | <i>Laos.</i> | |
| 1904 | 435.524 | 238.710 | 2.528.685 | 1904 | 63.126 | 43.955 | 839.789 |
| 1905 | 277.529 | 228.970 | 2.358.960 | 1905 | 80.941 | 60.545 | 855.866 |
| 1906 | 259.309 | 248.729 | 2.908.944 | 1906 | 94.827 | 57.125 | 911.882 |
| 1907 | 247.018 | 263.070 | 2.768.459 | 1907 | 130.287 | 74.516 | 943.628 |
| 1908 | 213.242 | 285.148 | 2.623.316 | 1908 | 148.178 | 92.933 | 994.140 |
| 1909 | 245.376 | 311.327 | 2.645.902 | 1909 | 71.257 | 88.282 | 833.544 |
| 1910 | 278.246 | 289.232 | 2.802.842 | 1910 | 113.720 | 86.247 | 905.926 |
| 1911 | 288.807 | 308.509 | 3.053.778 | 1911 | 144.897 | 110.783 | 1.109.788 |
| 1912 | 995.089 | 365.381 | 3.841.443 | 1912 | 130.223 | 97.172 | 827.953 |
| 1913 | 1.212.324 | 507.704 | 4.593.537 | 1913 | 119.243 | 113.835 | 867.308 |
| 1914 | 973.045 | 544.151 | 4.905.891 | 1914 | 149.926 | 122.867 | 932.287 |
| 1915 | 1.241.931 | 553.871 | 5.106.979 | 1915 | 437.043 | 129.988 | 1.420.896 |
| 1916 | 1.290.176 | 570.389 | 5.232.273 | 1916 | 421.276 | 181.061 | 1.553.099 |
| 1917 | 1.392.868 | 627.636 | 5.428.693 | 1917 | 457.018 | 164.230 | 1.598.777 |
| 1918 | 1.306.540 | 685.647 | 5.716.776 | 1918 | 392.689 | 196.015 | 1.693.388 |
| 1919 | 1.212.968 | 743.278 | 5.612.333 | 1919 | 546.993 | 206.815 | 1.870.532 |
| 1920 | 1.462.898 | 931.072 | 6.183.085 | 1920 | 560.008 | 243.467 | 2.274.490 |
| 1921 | 1.965.277 | 1.282.171 | 7.591.170 | 1921 | 601.272 | 301.163 | 2.460.991 |
| 1922 | 2.005.166 | 1.319.681 | 7.904.573 | 1922 | 676.773 | 339.210 | 2.633.306 |
| 1923 | 1.900.734 | 1.336.867 | 7.997.519 | 1923 | 663.444 | 400.876 | 2.871.934 |
| 1924 | 2.115.342 | 1.554.947 | 8.701.610 | 1924 | 600.308 | 438.209 | 3.026.820 |
| 1925 | 2.020.612 | 1.688.041 | 8.744.512 | 1925 | 540.153 | 458.566 | 2.845.561 |
| 1926 | 3.441.314 | 1.783.355 | 10.585.043 | 1926 | 839.607 | 583.377 | 3.212.355 |
| 1927 | 4.160.300 | 1.886.109 | 11.474.162 | 1927 | 836.419 | 696.590 | 3.997.948 |
| 1928 | 4.019.600 | 2.181.899 | 11.889.969 | 1928 | 844.069 | 803.498 | 3.640.000 |
| 1929 | 3.739.199 | 2.380.133 | 12.510.993 | 1929 | 848.897 | 884.188 | 3.896.870 |
| 1930 | 4.186.129 | 2.551.824 | 13.386.045 | 1930 | 864.722 | 986.395 | 4.188.790 |

| ANNÉES | TRAVAUX PUBLICS | SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE | DÉPENSES TOTALES | ANNÉES | TRAVAUX PUBLICS | SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE | DÉPENSES TOTALES |
|------------|--------------------|--|---------------------|------------|--------------------|--|---------------------|
| | | <i>Tonkin.</i> | | | | <i>Cochinchine</i> | |
| 1904 | 787.841 | 638.131 | 5.431.730 | 1904 | 444.970 | 659.498 | 5.139.729 |
| 1905 | 813.180 | 566.857 | 5.284.484 | 1905 | 365.667 | 662.668 | 5.018.333 |
| 1906 | 601.061 | 647.958 | 6.232.291 | 1906 | 459.432 | 641.735 | 4.592.902 |
| 1907 | 658.056 | 835.544 | 5.958.810 | 1907 | 422.447 | 742.893 | 4.923.402 |
| 1908 | 515.382 | 855.530 | 6.156.907 | 1908 | 456.593 | 855.758 | 5.107.345 |
| 1909 | 637.356 | 901.124 | 7.141.912 | 1909 | 634.461 | 860.136 | 5.447.798 |
| 1910 | 589.942 | 970.084 | 6.497.440 | 1910 | 573.790 | 869.154 | 5.306.184 |
| 1911 | 579.047 | 914.960 | 6.035.739 | 1911 | 680.823 | 947.747 | 5.484.446 |
| 1912 | 1.660.891 | 1.212.181 | 7.787.066 | 1912 | 1.829.459 | 1.023.734 | 6.652.310 |
| 1913 | 1.650.888 | 1.430.340 | 8.260.035 | 1913 | 1.002.651 | 1.997.657 | 6.836.080 |
| 1914 | 1.536.456 | 1.615.208 | 8.878.842 | 1914 | 958.377 | 2.568.145 | 7.920.940 |
| 1915 | 1.620.438 | 1.527.770 | 8.704.052 | 1915 | 761.709 | 2.352.327 | 7.219.376 |
| 1916 | 1.852.156 | 1.510.660 | 9.359.905 | 1916 | 1.041.437 | 2.614.155 | 7.488.482 |
| 1917 | 1.890.520 | 1.602.416 | 9.086.856 | 1917 | 943.835 | 2.379.981 | 7.079.760 |
| 1918 | 1.824.312 | 1.689.082 | 9.698.638 | 1918 | 787.163 | 2.567.640 | 8.352.653 |
| 1919 | 1.906.188 | 1.408.493 | 11.061.065 | 1919 | 867.327 | 2.668.820 | 8.907.164 |
| 1920 | 2.157.793 | 2.041.881 | 11.613.365 | 1920 | 996.147 | 3.269.758 | 10.448.003 |
| 1921 | 2.714.438 | 2.402.124 | 14.087.799 | 1921 | 1.467.598 | 5.251.843 | 12.144.706 |
| 1922 | 2.450.255 | 2.833.541 | 15.240.030 | 1922 | 1.780.353 | 5.082.022 | 12.895.050 |
| 1923 | 2.610.916 | 3.162.828 | 15.227.123 | 1923 | 1.907.726 | 4.246.162 | 12.459.854 |
| 1924 | 2.780.467 | 3.460.239 | 15.262.657 | 1924 | 2.712.817 | 3.909.321 | 13.607.285 |
| 1925 | 2.730.864 | 3.756.600 | 15.909.436 | 1925 | 3.236.729 | 3.509.789 | 13.377.261 |
| 1926 | 3.673.517 | 4.038.834 | 18.229.855 | 1926 | 5.437.502 | 3.793.746 | 16.989.581 |
| 1927 | 3.797.851 | 4.504.798 | 18.637.674 | 1927 | 5.821.161 | 4.261.946 | 18.474.089 |
| 1928 | 3.886.090 | 4.779.590 | 18.200.670 | 1928 | 6.367.214 | 5.131.939 | 19.810.136 |
| 1929 | 3.982.120 | 5.023.960 | 18.869.700 | 1929 | 5.845.786 | 5.361.979 | 19.722.223 |
| 1930 | 4.064.105 | 5.508.720 | 20.328.095 | 1930 | 4.738.930 | 5.468.730 | 20.554.636 |

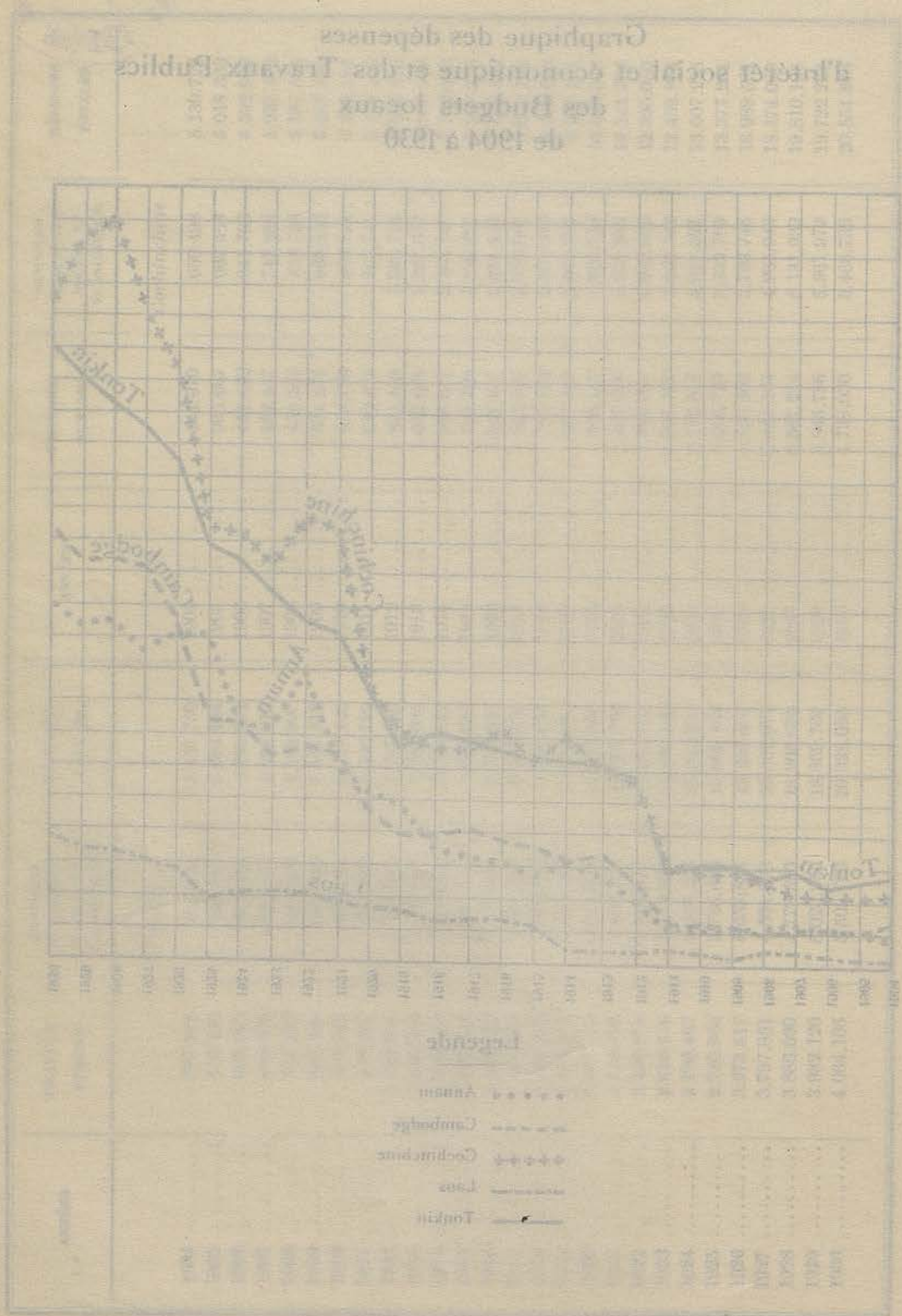


Graphique des dépenses d'Intérêt social et économique et des Travaux Publics des Budgets locaux de 1904 à 1930



Légende

- Annam
- Cambodge
- + + + + + Cochinchine
- Laos
- Tonkin



Bien que réussissant à s'équilibrer par les subventions accordées par le budget général, les budgets locaux ont, jusqu'à une période relativement récente, supporté assez facilement le poids de leurs charges. Il serait sans intérêt et hors du cadre proposé d'énumérer ici et par pays de l'Union l'œuvre accomplie depuis trente ans dans tous les domaines (Services d'Intérêt social et économique, Travaux publics, défense terrestre et maritime, sécurité, etc.... etc...) On ne peut que constater qu'elle a été menée à bonne fin pour le plus grand bien de nos protégés. Cependant, on doit noter que de moins en moins, les budgets locaux sont hors d'état de faire face à leurs charges, et depuis quelques années le déséquilibre s'accroît très rapidement. Les reliquats sont en diminution croissante, et les subventions demandées augmentent dans une proportion appréciable.

Il semble donc particulièrement opportun de rechercher les causes de ce déséquilibre. Elles sont de natures très diverses : ce sont d'abord des causes d'ordre purement fiscal, des causes inhérentes à l'évolution normale du pays et à la politique sociale et économique qui y est suivie, des causes ayant leur origine dans les décrets du 20 octobre 1911, enfin des causes récentes résultant de la ventilation des dépenses entre le Budget général et les Budgets locaux.

Causes fiscales. — Elles résident dans le fait que la presque totalité des ressources de ces organismes est constituée par l'impôt direct. Si cet impôt est remarquable par sa solidité et sa régularité, il est par contre avéré qu'il manque d'élasticité et présente moins de souplesse que l'impôt indirect : conséquence de son adaptation forcément lente à la progression des richesses qu'il ne frappe qu'après que celles-ci se sont stabilisées. Cet inconvénient est encore accentué par l'organisation un peu archaïque de l'impôt jointe à l'insuffisance de mise au point des textes et au défaut de personnel spécialisé susceptible d'améliorer et d'intensifier les méthodes d'assiette, d'investigation et de contrôle.

Enfin, l'absence d'état civil, institution allant il est vrai un peu, à l'encontre des mœurs indigènes, et de cadastre parcellaire, rend malaisé le développement des deux impôts qui constituent à beaucoup près les plus productives de cette catégorie de recettes, savoir l'impôt personnel et l'impôt foncier indigènes.

CAUSES SE RATTACHANT A L'ÉVOLUTION, NORMALE DU PAYS ET A LA POLITIQUE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE QUI Y EST SUIVIE

Pour apprécier les effets de la politique économique et sociale suivie dans les pays de l'Union, il est nécessaire de comparer d'une part les dépenses qui

ont été effectuées pour les divers services du territoire et d'autre part les ressources permettant d'y faire face.

Ainsi qu'il a été dit, les budgets locaux avaient pris leur caractère définitif lors de la scission des budgets de la Cochinchine, du Tonkin et de l'Annam, soit après une période transitoire de quelques années, sensiblement au début du siècle actuel. On peut donc considérer qu'à partir de 1904, les services entretenus sur les crédits du budget local contenaient déjà en puissance le développement qu'ils ont acquis de nos jours.

Le tableau suivant donne le montant des dépenses d'intérêt social et d'intérêt économique effectués par pays de l'Union de 1904 à 1930 :

Tableau des dépenses d'Intérêt social et économique des budgets locaux de 1904 à 1930.

| ANNÉES | ANNAM | CAMBODGE | COCHINCHINE | LAOS | TONKIN |
|--|-----------|-----------|-------------|-----------|-----------|
| <i>Dépenses d'intérêt économique (y compris Travaux publics).</i> | | | | | |
| 1904 | 334.446 | 582.123 | 424.580 | 75.606 | 1.011.113 |
| 1905 | 417.923 | 416.409 | 470.911 | 92.348 | 1.062.276 |
| 1906 | 413.885 | 393.083 | 544.401 | 107.609 | 855.138 |
| 1907 | 543.462 | 368.320 | 517.076 | 144.553 | 1.025.301 |
| 1908 | 433.924 | 330.583 | 574.858 | 164.461 | 824.136 |
| 1909 | 352.527 | 365.619 | 748.147 | 82.320 | 940.546 |
| 1910 | 356.965 | 375.945 | 698.280 | 121.379 | 915.607 |
| 1911 | 345.787 | 390.665 | 819.341 | 159.075 | 877.775 |
| 1912 | 580.081 | 1.083.704 | 2.120.470 | 139.899 | 2.061.681 |
| 1913 | 1.042.904 | 1.353.648 | 2.271.298 | 129.363 | 2.239.319 |
| 1914 | 1.090.350 | 1.145.099 | 2.697.601 | 160.555 | 2.223.358 |
| 1915 | 979.503 | 1.438.307 | 2.334.915 | 448.256 | 2.239.993 |
| 1916 | 1.111.355 | 1.492.627 | 2.842.509 | 433.484 | 2.451.174 |
| 1917 | 1.142.193 | 1.609.485 | 2.510.663 | 470.929 | 2.457.374 |
| 1918 | 1.210.583 | 1.538.647 | 2.299.621 | 407.418 | 2.475.082 |
| 1919 | 1.864.297 | 1.464.463 | 2.242.858 | 566.308 | 2.250.170 |
| 1920 | 1.658.617 | 1.787.350 | 2.573.459 | 580.225 | 2.732.362 |
| 1921 | 1.819.843 | 2.384.435 | 4.705.351 | 633.305 | 3.392.889 |
| 1922 | 2.091.585 | 2.455.903 | 4.645.078 | 713.353 | 3.191.990 |
| 1923 | 2.170.718 | 2.361.834 | 3.792.059 | 711.582 | 3.594.052 |
| 1924 | 2.086.317 | 2.629.996 | 4.165.413 | 663.269 | 3.539.439 |
| 1925 | 3.042.094 | 2.591.482 | 4.076.375 | 594.296 | 3.569.213 |
| 1926 | 3.060.777 | 4.034.372 | 6.402.167 | 906.933 | 4.480.686 |
| 1927 | 2.615.546 | 4.788.850 | 6.925.573 | 940.679 | 4.691.236 |
| 1928 | 2.783.518 | 4.743.243 | 7.540.304 | 994.103 | 4.483.200 |
| 1929 | 2.599.511 | 4.518.094 | 6.993.865 | 1.000.001 | 4.945.680 |
| 1930 | 2.581.480 | 5.046.735 | 5.993.390 | 1.026.334 | 5.093.335 |
| De 1904 à 1927 : Résultats définitifs. De 1928 à 1930 : Prév. bud. | | | | | |

*Tableau des dépenses d'intérêt social et économique
des budgets locaux de 1904 à 1930.*

| ANNÉE | ANNAM | CAMBODGE | COCHINCHINE | LAOS | TONKIN |
|-----------------------------------|-----------|-----------|-------------|---------|-----------|
| <i>Dépenses d'intérêt social.</i> | | | | | |
| 1904 | 72.347 | 94.111 | 552.462 | 31.475 | 414.859 |
| 1905 | 81.339 | 90.090 | 557.422 | 49.138 | 317.761 |
| 1906 | 106.766 | 114.955 | 556.766 | 44.343 | 393.881 |
| 1907 | 123.163 | 141.768 | 648.264 | 60.250 | 468.299 |
| 1908 | 130.100 | 167.807 | 737.493 | 76.650 | 546.776 |
| 1909 | 173.935 | 191.084 | 746.450 | 77.219 | 597.934 |
| 1910 | 171.042 | 191.533 | 744.664 | 78.588 | 644.419 |
| 1911 | 193.790 | 206.651 | 809.229 | 96.605 | 616.232 |
| 1912 | 200.970 | 276.766 | 732.723 | 91.496 | 811.391 |
| 1913 | 315.256 | 366.378 | 729.010 | 103.715 | 841.909 |
| 1914 | 417.653 | 372.097 | 828.941 | 112.238 | 928.306 |
| 1915 | 414.436 | 357.495 | 779.121 | 118.775 | 908.215 |
| 1916 | 442.880 | 367.938 | 813.083 | 168.853 | 911.642 |
| 1917 | 458.921 | 411.019 | 813.153 | 150.319 | 1.035.562 |
| 1918 | 522.847 | 453.540 | 1.055.182 | 181.286 | 1.038.312 |
| 1919 | 626.791 | 491.783 | 1.293.289 | 187.500 | 1.064.511 |
| 1920 | 884.593 | 606.620 | 1.692.446 | 223.250 | 1.407.312 |
| 1921 | 1.181.303 | 863.013 | 2.014.090 | 269.130 | 1.723.672 |
| 1922 | 1.315.567 | 868.854 | 2.217.297 | 302.630 | 2.091.806 |
| 1923 | 1.482.795 | 875.767 | 2.361.829 | 352.738 | 2.179.692 |
| 1924 | 1.579.874 | 1.040.293 | 2.456.725 | 375.248 | 2.701.267 |
| 1925 | 2.002.600 | 1.117.171 | 2.670.143 | 404.423 | 2.918.251 |
| 1926 | 1.954.244 | 1.190.297 | 2.829.081 | 516.051 | 3.231.665 |
| 1927 | 2.246.930 | 1.257.559 | 3.157.532 | 592.330 | 3.611.413 |
| 1928 | 2.571.469 | 1.458.256 | 3.958.849 | 653.464 | 3.832.480 |
| 1929 | 2.621.561 | 1.601.238 | 4.213.900 | 733.084 | 4.060.400 |
| 1930 | 2.973.185 | 1.691.218 | 4.214.270 | 824.783 | 4.479.490 |

De 1904 à 1927 : Résultats définitifs. De 1928 à 1930 : Prév, budgét.

Si l'on prend l'une des périodes de 20 ans qui s'étend entre 1904 et 1924, entre 1907 et 1927, 1910 et 1930, on constate que les dépenses d'intérêt social (enseignement, assistance médicale) ont augmenté dans une proportion allant de 4.87 à 22,00 %.

| PAYS | 1904 | 1924 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION | 1907 | 1927 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION | 1910 | 1930 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION |
|-------------|---------|-----------|------------------------------------|---------|-----------|------------------------------------|---------|-----------|------------------------------------|
| Annam — | 72.347 | 1.579.874 | 22.00 | 123.163 | 2.246.930 | 18.22 | 171.042 | 2.973.185 | 17.38 |
| Cambodge .. | 94.111 | 1.060.293 | 11.26 | 141.768 | 1.257.559 | 8.87 | 191.533 | 1.691.218 | 8.80 |
| Cochinchine | 552.462 | 4.214.270 | 7.63 | 648.264 | 3.157.532 | 4.87 | 744.664 | 4.214.270 | 5.66 |
| Laos | 31.475 | 375.248 | 12.00 | 60.250 | 592.330 | 9.83 | 78.588 | 824.783 | 10.50 |
| Tonkin | 414.859 | 2.701.267 | 6.51 | 468.299 | 3.611.413 | 7.71 | 644.419 | 4.479.490 | 7.00 |

L'augmentation de ces dépenses entre pour une bonne part dans la situation délicate des finances locales, et il est à noter qu'elle a une tendance marquée à l'augmentation.

Il en est de même d'ailleurs des dépenses d'intérêt économique (services agricoles et commerciaux, cadastre et topographie). Un tableau analogue au précédent fait ressortir l'augmentation des dépenses de ces différents services :

| PAYS | 1904 | 1924 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION | 1907 | 1927 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION | 1910 | 1930 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION |
|-------------|-----------|-----------|------------------------------------|-----------|-----------|------------------------------------|---------|-----------|------------------------------------|
| Annam | 334.446 | 2.086.317 | 6.23 | 543.462 | 2.615.546 | 4.81 | 356.965 | 2.581.480 | 7.23 |
| Cambodge .. | 582.123 | 2.629.996 | 4.50 | 368.320 | 4.788.850 | 13.00 | 375.945 | 5.046.731 | 14.00 |
| Cochinchine | 424.580 | 4.165.413 | 9.81 | 517.076 | 6.925.573 | 13.40 | 698.280 | 5.993.390 | 8.60 |
| Laos | 75.606 | 663.269 | 8.77 | 144.553 | 940.679 | 6.50 | 121.379 | 1.026.334 | 8.45 |
| Tonkin | 1.011.113 | 3.539.439 | 3.50 | 1.025.301 | 4.691.236 | 4.57 | 915.607 | 5.093.335 | 5.56 |

Ainsi les services d'intérêt social et économique se sont accrus suivant les coefficients d'augmentation variant entre 3.50 et 22.00.

Si l'on dresse d'autre part un état faisant ressortir l'augmentation des dépenses d'administration générale, on constate qu'elles ont varié entre 2.01 et 4.95.

| PAYS | 1904 | 1924 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION | 1907 | 1927 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION | 1910 | 1930 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION |
|--------------|-----------|-----------|------------------------------------|-----------|-----------|------------------------------------|-----------|-----------|------------------------------------|
| Annam | 1.741.890 | 3.865.594 | 2.22 | 1.875.641 | 3.771.366 | 2.01 | 2.002.937 | 4.233.749 | 2.11 |
| Cambodge .. | 1.187.664 | 3.454.170 | 3.00 | 1.362.789 | 3.535.668 | 2.60 | 1.497.756 | 4.261.578 | 2.84 |
| Cochinchine. | 1.439.592 | 3.756.389 | 2.61 | 1.462.259 | 3.665.732 | 2.59 | 1.576.903 | 4.156.064 | 2.63 |
| Laos | 438.705 | 1.349.417 | 3.07 | 445.261 | 1.413.553 | 3.17 | 340.302 | 1.385.503 | 4.95 |
| Tonkin | 2.059.270 | 5.119.965 | 2.50 | 2.485.297 | 6.315.612 | 2.54 | 2.949.180 | 6.975.530 | 2.40 |

D'autre part, on constate que les impôts directs accusent une progression allant de 1.90 à 6.11.

| PAYS | 1904 | 1924 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION | 1907 | 1927 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION | 1910 | 1930 | COEFFICIENT D'AUGMEN- TATION |
|--------------|-----------|------------|------------------------------------|-----------|------------|------------------------------------|-----------|------------|------------------------------------|
| Annam | 2.418.249 | 4.832.212 | 2.00 | 2.667.466 | 4.971.229 | 1.90 | 2.721.023 | 5.522.040 | 2.03 |
| Cambodge .. | 1.899.002 | 6.033.968 | 3.20 | 1.973.315 | 8.062.776 | 4.08 | 2.171.529 | 8.361.660 | 3.85 |
| Cochinchine. | 4.120.937 | 8.407.324 | 2.04 | 4.181.317 | 9.353.992 | 2.23 | 4.723.319 | 10.143.200 | 2.15 |
| Laos | 185.347 | 1.133.560 | 6.11 | 245.778 | 1.256.672 | 5.11 | 378.025 | 1.432.400 | 3.80 |
| Tonkin | 4.614.371 | 10.306.065 | 2.23 | 5.043.838 | 11.077.029 | 2.20 | 5.148.427 | 11.582.200 | 2.25 |

Il résulte donc que la politique d'impulsion des services d'intérêt social et économique quelque peu disproportionnée avec les ressources propres des budgets locaux, constitue une des causes profondes du malaise de ces organismes atténué comme on l'a vu par les subventions et les prélèvements sur la Caisse de Réserve.

CAUSES INHÉRENTES AUX DÉCRETS DU 20 OCTOBRE 1911

L'article 8 du quatrième décret du 20 octobre 1911 modifié par décret du 30 juin 1916, stipule que les budgets locaux « pourvoient à toutes les dépenses « autres que celles inscrites au budget général ou aux budgets des municipalités » ».

Cette formule nouvelle qui ne comportait aucune limitation, a permis de mettre à la charge des budgets locaux des dépenses autrefois supportées par le budget général.

La suppression des budgets provinciaux a eu pour principal effet d'aggraver la charge supportée par ces mêmes budgets. C'est ainsi que les dépenses des Travaux publics ont été augmentées, et que celles de Justice et de Police ont été remises en entier à la charge des budgets locaux.

Enfin, les causes récentes déterminantes du déséquilibre des budgets locaux, tirent leur origine de la mise à la charge de ces budgets de certaines dépenses telles que les travaux d'entretien, supportés autrefois par le budget général, les travaux neufs de routes, ponts et pistes, les travaux de navigation maritime, dépenses de bâtiments civils, entretien et amélioration des stations touristiques etc.... sans la contrepartie ou « ristourne » sur les recettes correspondantes du budget général.

Enfin, en dernier lieu, il convient d'ajouter les dépenses résultant des avances et rappels de solde motivés par l'application des lois militaires des 1^{er} avril 1923, 17 avril 1924, 9 décembre 1927 et 19 mars 1928, ainsi que l'abondement des pensions, les réajustements de soldes européennes et indigènes, commandés par la hausse croissante du coût de la vie.

*
* *

La situation délicate des budgets locaux n'avait pas été sans retenir l'attention de l'autorité supérieure. En 1922, une Commission spéciale chargée d'étudier les modifications susceptibles d'être apportées à l'organisation financière et fiscale de l'Indochine, espérait au moyen d'un système de ristournes allouées aux budgets locaux en compensation des nouvelles charges qui leur avaient été imposées, leur redonner l'élasticité perdue. Mais les travaux restèrent momentanément sans suite et le statu quo maintenu.

Cette cause n'est heureusement pas perdue. Le problème vient d'être abordé scientifiquement et la solution recherchée et trouvée est avant tout « *constructive* ».

« Tenant compte à juste titre que le budget général qui, en incarnant la « personnalité financière et l'action propre du Gouvernement général, représente à l'extérieur la collectivité indochinoise, c'est-à-dire le crédit de « l'Union et qu'il est donc nécessaire de lui laisser des moyens financiers importants et variés », d'autre part, que les intérêts de provinces et partant ceux de l'Union sont nettement distincts les uns des autres, qu'enfin le problème ne se ramène pas à une répartition des recettes « qui ne ferait que « déplacer l'insuffisance actuelle sans l'atténuer en aucune façon mais en la « création d'organismes aussi rapprochés que possible de la masse indigène « de façon que les sacrifices nécessaires puissent être aisément réclamés et « obtenus des populations appelées à bénéficier », un premier remède a été envisagé. La création des budgets provinciaux, création complétée par une nouvelle ventilation des dépenses entre le budget général et les budgets locaux peut seule permettre de pallier au déséquilibre des finances locales.

Il n'est pas douteux que les heureux effets de cette réforme iront s'affirmant progressivement au cours des prochaines exercices, et tout laisse prévoir que les territoires pourront ainsi poursuivre, dans tous les domaines où leur activité doit s'exercer, l'œuvre importante dont ils ont la charge.

Hanoï Avril 1930.

Les Caisses de Réserve des Budgets Locaux de l'Indochine.

« Aux Colonies le Trésor ne joue pas tout à fait le même rôle que dans
« la Métropole. Les règlements financiers n'y prévoient ni l'émission de bons
« du Trésor ou d'obligations à court terme ni compte courant à la Banque.
« Les budgets des Colonies ne comportent pas de dette flottante et le compte
« Service local s/c de compte de fonds ne doit pas être débiteur. C'est dans
« ces conditions que l'on a été amené à constituer une caisse dite *Caisse de*
« *Réserve* qui, sous certaines restrictions est appelée à remplir le rôle de ré-
« gulateur des budgets du Service local, dont elle reçoit les excédents de
« recettes à charge de leur fournir, en cours d'exercice, l'appoint nécessaire
« pour donner satisfaction aux besoins pressants en cas d'insuffisance tempo-
« raire ou définitive de recettes budgétaires (1) ».

Dans cet esprit l'article 258 du décret financier du 30 décembre 1912
(dont les dispositions sont reproduites du décret du 26 septembre 1855 et des
articles 98 et 99 du décret du 20 novembre 1882) stipule qu'il est formé
« pour chaque budget local un fonds de réserve et de pré-
« voyance destiné à subvenir aux besoins courants, à l'insuffisance des recettes
« annuelles et aux dépenses extraordinaires que des événements imprévus peu-
« vent nécessiter ». L'article suivant dispose que le dit fonds « est constitué
« au moyen du versement de l'excédent des recettes sur les dépenses résultant
« du règlement annuel de l'exercice ».

Les dispositions précédentes indiquent immédiatement le rôle que la Caisse
de Réserve est appelée à jouer.

a) Elle aide d'abord à satisfaire aux « *besoins courants* ». La signification
de ces termes qui n'apparaît pas d'une façon évidente a été précisée par la
circulaire du 28 novembre 1911. « Il est bien entendu dit-elle, que sous

(1) Commentaire du décret du 30 décembre 1912.

« aucun prétexte, les fonds de réserve ne devront être escomptés dans les prévisions de recettes au moment où le budget est établi. Une telle mesure serait à la fois contraire à la lettre des textes, au but de l'institution et aux principes d'une saine administration financière ».

Les « *besoins courants* » visés par le décret financier ne pourraient donc s'entendre que de ceux qui ne se sont pas révélés lors de l'élaboration du budget. La Caisse de Réserve joue donc à cette occasion le rôle de banquier des budgets locaux.

Mais en fait il convient de noter, que l'inscription au budget d'un prélèvement sur la Caisse de Réserve pour les besoins ordinaires est devenue quasi normale, et que les budgets ainsi équilibrés ont été approuvés par l'autorité supérieure. Ainsi l'objet du fonds paraîtrait s'être trouvé quelque peu dévié, les dépenses ordinaires devant normalement être couvertes par les recettes de même nature. Il n'en est rien. Si conformément aux dispositions de la circulaire du 28 novembre 1911, le rôle de la caisse est d'être le *régulateur* du budget, force est bien d'admettre que l'expression *besoins courants* n'ait pas eu, pour les auteurs du décret de 1912 d'autre signification que celle également employée *d'insuffisance des recettes annuelles*. On lit, en effet, dans un des procès verbaux de la Commission de 1911, au sujet du minimum des fonds disponibles. « Ce minimum constituera le fonds immédiatement disponible dont les Gouverneurs pourront se servir pour les *besoins courants* sans autre formalité qu'un arrêté fixé en « Conseil » et encore « si le service local se trouve à un moment donné à découvert il devra réaliser des valeurs, non pour reconstituer la totalité du minimum prescrit, mais pour « faire face aux *dépenses courantes*. Ainsi « ces explications paraissent démontrer d'une façon évidente que parer aux *besoins courants* et à l'*insuffisance des recettes annuelles* constitue pour le « fonds de réserve » une seule et même chose (1) ». Ce point de vue est d'ailleurs confirmé par les dispositions de la circulaire du 28 novembre 1911 précitée ». Si à un moment donné, il apparaît des insuffisances de recettes, un prélèvement sur la caisse permet d'y faire face sans recourir à l'emprunt. S'il y a au contraire à la clôture de l'exercice un excédent de recettes, c'est le versement de cet excédent à la caisse qui sert à alimenter celle-ci ».

b) En second lieu, la Caisse de Réserve permet de faire face aux événements imprévus : désastres, calamités publiques, cyclones, tremblements de terre, épidémies auxquels les Colonies sont plus fréquemment sujettes.

(1) Merat, L'évolution actuelle du régime financier des Colonies.

c) Enfin, le fonds de réserve est destiné à constituer une masse suffisante pour l'exécution de programmes de travaux de longue haleine qui permettent d'éviter l'emprunt toujours onéreux. Cette opinion a été combattue en alléguant que le budget idéal était celui dans lequel les recettes et les dépenses étaient égales entre elles, que le système réglementé par le décret de 1912 en conduisant à encourager l'importance des excédents de recettes, contribuait à fausser la sincérité des prévisions.

Il apparaît cependant que dans une Colonie en voie de développement, il est préférable à tous égards d'avoir des budgets en excédent qui permettent de diriger l'évolution économique du pays et qu'il est encore de meilleure méthode quand cela est possible, de pourvoir aux dépenses de premier établissement au moyen de ses capitaux propres qu'au moyen d'emprunts. Enfin, les Caisses de Réserve permettent dans une certaine mesure et en tant que témoins de la situation financière, de contrôler si les finances locales ont été gérées avec prudence.

* * *

Sous le régime antérieur au décret de 1912 le montant du fonds était limité par un maximum prévu par l'article 98 du décret de 1882. Ce procédé qui présentait l'inconvénient « d'empêcher les Colonies prospères d'accumuler « leurs économies annuelles jusqu'à la constitution d'une masse suffisante pour « engager en toute sécurité des dépenses pour les grands travaux d'utilité « publique » et de provoquer des dépenses parfois hâtives et d'une utilité discutable fut aboli par le décret financier précité.

D'autre part, le règlement du 20 novembre 1882 en autorisant les Colonies à placer leur fonds de réserve n'avait posé aucune restriction. « Certaines « Colonies dans un louable esprit d'économie s'attachaient à immobiliser la « totalité de leur fonds de réserve qu'elles employaient à l'achat de valeurs « produisant intérêt. Il en résultait que si par accident ou simplement par un « défaut d'équilibre momentané, entre les recouvrements et les dépenses, les « fonds libres du service local étaient épuisés, le Trésor se trouvait placé dans « l'alternative ou de suspendre les paiements, ou de consentir des avances au « service local dont le compte de fonds devenait débiteur. Pour prévenir cet « inconvénient, il fut donc décidé qu'une partie des fonds de réserve devait toujours rester disponible. Constituée d'après ces données, la Caisse de Réserve comporte deux parties distinctes :

a) Les fonds disponibles (numéraire) destinés à faire face à l'insuffisance déterminée des ressources de l'exercice ;

b) Les fonds immobilisables (portefeuille) en valeurs, conservés pour les cas exceptionnels, et pouvant s'accumuler sans limite déterminée pour être consacrés à de grands travaux, d'utilité publique.

La circulaire du 28 novembre 1911 indiquait sans fixer de règle impérative que la proportion du numéraire à conserver pourrait être du 1/3 ou tout au moins du quart de l'avoir en raison de l'éloignement et des difficultés qu'entraînerait, le cas échéant, la réalisation du portefeuille.

La réglementation du minimum du fonds disponible a été fixée par le décret de 1912.

Par application de l'article 260 de ce texte « les Ministres des Colonies « et des Finances fixent périodiquement le chiffre minimum auquel doivent « s'élever les fonds disponibles à chaque règlement d'exercice c'est-à-dire au « 1^{er} juin de chaque année. Cette règle est *absolue*; au cas où la masse « des fonds disponibles au 1^{er} juin est inférieure au minimum, la Colonie doit, « sans délai, prendre les mesures utiles pour réaliser les valeurs de la caisse « jusqu'à concurrence des sommes nécessaires pour parfaire le chiffre mini- « mum des fonds disponibles. Ce chiffre minimum est fixé en monnaie locale « dans les Colonies non soumises au régime monétaire métropolitain » (Indo- chine par exemple).

Pour l'Indochine, des arrêtés interministériels pris en 1913, 1917, 1920, 1923, 1926 et 1929 ont fixé les minima aux chiffres suivants :

| PAYS | AR. INTER- MINIST. 4-11-13 J. O. I. C. P. 2045 | 1917 ARRÊTÉ INTER- 20-6-17 | 1920 AR. INTER- MINIST. 17-6-20 | AR. INTER- MINIST. 10-7-23 | AR. INTER- MINIST. 13-7-26 J. O. I. C. P. 955 | AR. INTER- MINIST. 24-6-29 |
|--------------|--|-------------------------------------|--|----------------------------------|---|----------------------------------|
| | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres |
| Annam | 300.000 | 300.000 | 250.000 | 200.000 | 200.000 | 200.000 |
| Cambodge .. | 200.000 | 200.000 | 130.000 | 130.000 | 130.000 | 130.000 |
| Cochinchine. | 250.000 | 250.000 | 150.000 | 150.000 | 150.000 | 150.000 |
| Laos | 150.000 | 150.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 | 100.000 |
| Tonkin | 400.000 | 400.000 | 300.000 | 300.000 | 300.000 | 300.000 |

Bien que le développement économique des territoires ait entraîné une progression assez rapide des budgets locaux (du simple ou double) les chiffres minima du fonds disponible ont suivi une dégression dans le même laps de temps. A vrai dire, une proportionalité ne s'impose pas entre ces deux éléments bien qu'on doive noter qu'en Indochine, le recouvrement des impôts directs ne s'effectue en règle générale que vers le milieu de l'année.

En ce qui a trait au fonds immobilisable le montant de la caisse excédant le minimum disponible peut, aux termes du décret du 20 octobre 1924 être employé :

1° En rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor ou en obligations dont l'amortissement et l'intérêt sont garantis par l'Etat pendant toute leur durée ;

2° dans la proportion d'un quart de fonds placés en titre des emprunts de la colonie non garantis par l'Etat, ces titres étant cotés ou non à la Bourse de Paris.

3° Dans la proportion d'un quart de fonds placés, et la réserve de l'approbation du Ministre des Colonies, *en avances ou en prêts productifs d'intérêts*, à d'autres Colonies.

Les prélèvements sur la Caisse de Réserve sont effectués par arrêté du Chef d'Administration locale approuvé par le Gouverneur général en Commission permanente du Conseil de Gouvernement.

★ ★

Après ce bref exposé théorique du fonctionnement de la Caisse de Réserve, il convient d'examiner la situation des divers fonds dans les différents territoires de l'Union dont on trouvera l'exposé au tableau suivant :

ANNAM

La Caisse de Réserve de l'Annam a été créée par arrêté du Gouverneur général du 15 septembre 1898. Elle fut constituée au moyen des versements résultant :

c) De la part attribuée à l'Annam sur l'excédent des recettes sur les dépenses *du budget du Protectorat de l'Annam-Tonkin* pour l'exercice 1897 et qui s'élevait à 84.587 \$ 80

b) De la même part pour l'exercice 1898 et dont le montant était en vertu de l'arrêté du 20 octobre 1899 de 500.000 00

Le total de la Caisse était donc de 584.587 \$ 00

Alimenté par les reliquats des exercices consécutifs l'avoir de la caisse passe au 30 juin 1900 à 637.671 \$ 40 et s'élève graduellement pour atteindre en 1907 le chiffre minimum de 1.080.747 \$ 20 (voir tableau général). A partir de cette date, on constate une décroissance très nette qui ira s'accroissant principalement au cours des dernières années, décroissance épousant d'ailleurs l'augmentation incessante des charges locales. Au 31 mai 1913, l'avoir de la caisse s'élève à 814.209 \$ 05 pour tomber l'année suivante à 614.768 \$ 64 par suite d'un prélèvement de 200.000 piastres effectué pour faire face à des dépenses nécessitées par l'exécution du programme des travaux extraordinaires prévus en 1914. Après un léger relèvement de 1914 à 1922 la décroissance s'accroît à partir de 1923. Déjà les recettes de l'exercice 1923 sont insuffisantes par rapport aux dépenses correspondantes et un prélèvement de 3.500.000 piastres est effectué pour y faire face. Il en va de même de l'exercice suivant pour lequel on prélève 300.000 piastres pour le même objet. L'avoir qui, au 31 mai 1925, est de 294.000 piastres environ, se maintient à un chiffre sensiblement supérieur pendant les exercices suivants mais les reliquats des exercices ultérieurs s'avèrent de plus en plus insuffisants pour maintenir intact le fonds disponible. Par arrêté en date du 21 août 1928 la mise en vente du portefeuille est autorisée. Au 31 décembre 1929 la situation de l'avoir de la caisse n'est plus que :

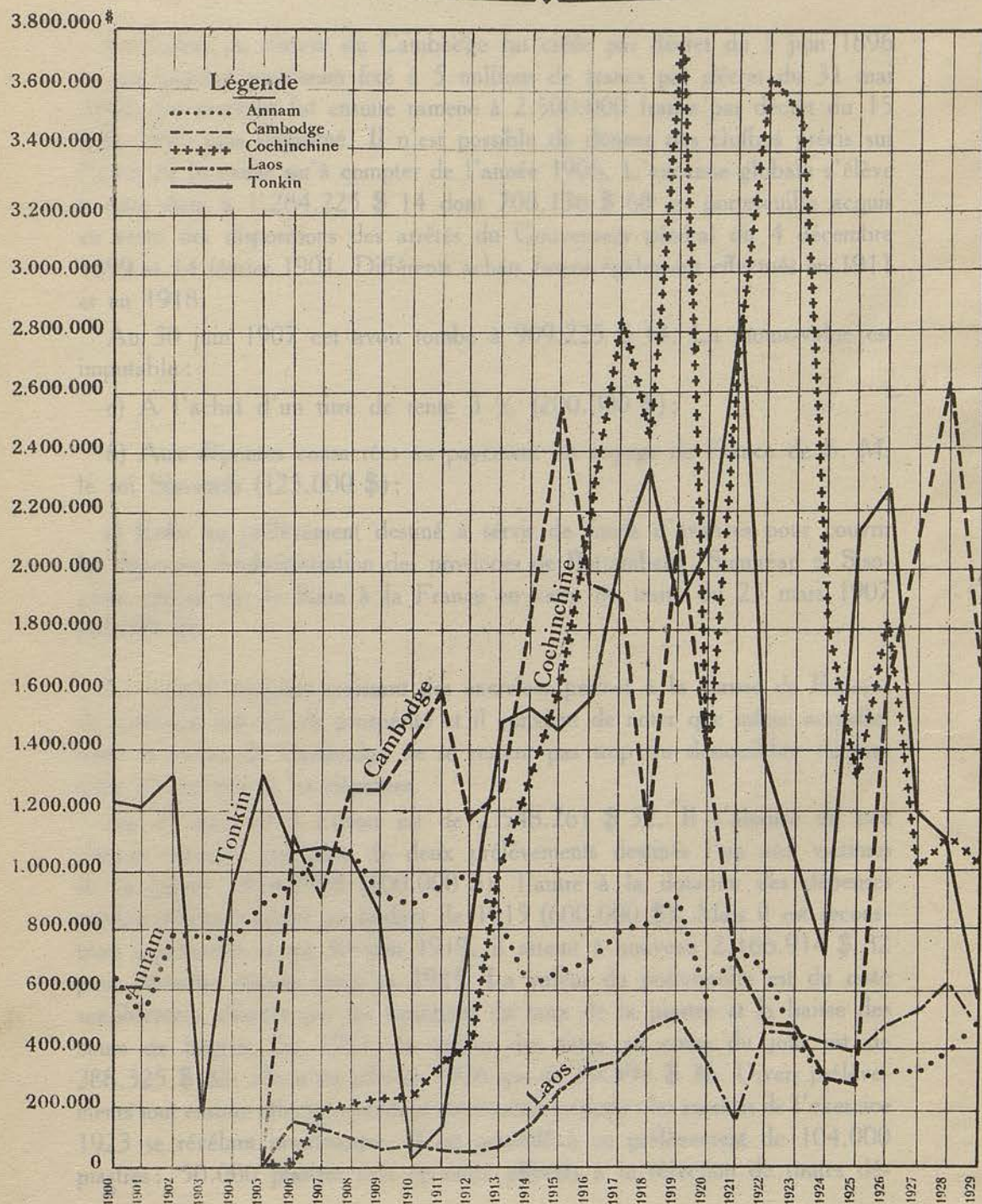
| | |
|--------------------|---------------|
| Portefeuille | Néant. |
| Numéraire | 332.571 \$ 28 |

Situation des caisses de réserve des budgets locaux

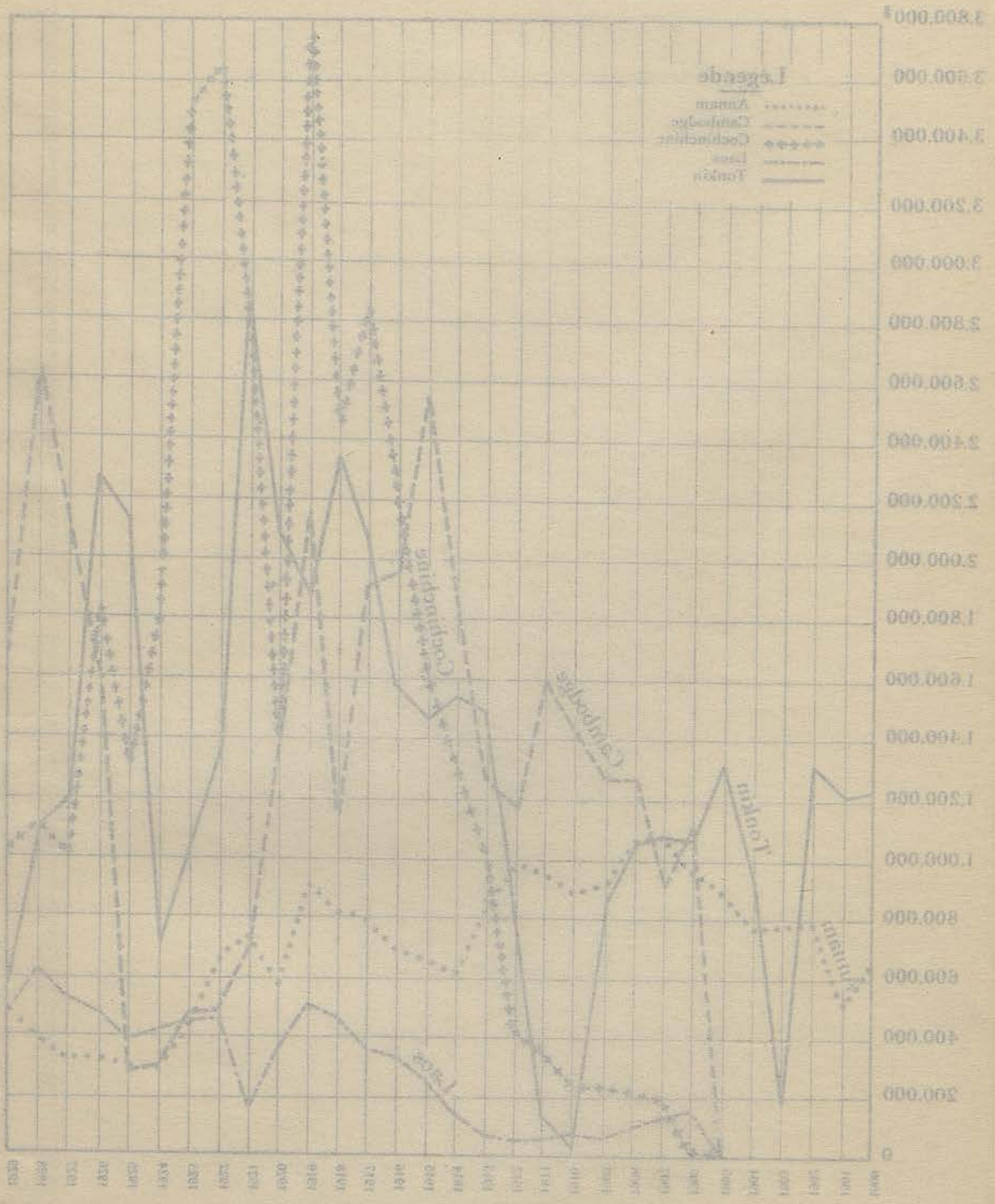
| ANNÉES | ANNAM | | | CAMBODGE | | | COCHINCHINE | | | LAOS | | | TONKIN | | |
|--------|--------------|------------|--------------|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------|-------------------------|--------------|--------------|---------------------------|
| | Portefeuille | Numéraire | Total | Portefeuille | Numéraire | Total | Portefeuille | Numéraire | Total | Portefeuille | Numéraire | Total | Portefeuille | Numéraire | Total |
| | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres | piastres |
| | | | (30 juin) | (30-6 jusqu'en 1922-31-5 à compter de 1923) | | | | | (au 31 mai) | | | (au 31 Mai) | | | (au 31 mai et au 30 juin) |
| 1900 | » | » | 637.671 40 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1.227.519 44 |
| 1901 | » | » | 501.430 56 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1.216.577 32 |
| 1902 | » | » | 790.690 11 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1.310.718 50 |
| 1903 | » | » | 782.735 84 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 159.245 83 |
| 1904 | » | » | 773.277 02 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 917.722 93 |
| 1905 | » | » | 847.401 94 | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | » | 1.309.893 74 |
| 1906 | » | » | 962.054 05 | 708.136 68 | 409.954 44 | 1.118.091 12 | » | » | 15.359 50 | » | » | 166.658 29 | » | » | 1.039.848 99 |
| 1907 | » | » | 1.080.747 20 | » | » | 909.225 14 | » | » | 195.533 31 | » | » |131.761 38 | » | » | 1.080.396 61 |
| 1908 | » | » | 1.058.108 91 | » | » | 1.273.451 84 | » | » | 205.423 11 | » | » | (- 11-9)98.507 17 | » | » | 1.027.868 64 |
| 1909 | » | » | 966.088 48 | » | » | 1.273.451 84 | » | » | 227.405 41 | » | » | (- 10-9)61.385 19 | » | » | 821.452 14 |
| 1910 | » | » | 894.165 21 | » | » | 1.432.288 53 | » | » | 228.986 01 | » | » | 79.282 25 | » | » | 17.184 76 |
| 1911 | » | » | 967.929 11 | » | » | 1.596.254 52 | » | » | 361.891 92 | » | » | 61.428 56 | » | » | 118.183 81 |
| 1912 | » | » | 999.607 11 | » | » | 1.192.930 77 | » | 409.082 11 | 409.082 11 | » | » | 50.685 00 | » | » | 662.200 97 |
| 1913 | 553.202 69 | 261.006 36 | 814.209 05 | 1.058.120 91 | 211.635 50 | 1.269.756 41 | 230.762 66 | 796.201 90 | 1.026.964 56 | » | » | 79.000 64 | 302.409 58 | 1.197.091 78 | 1.499.501 36 |
| 1914 | 255.275 09 | 59.493 55 | 614.768 64 | 1.058.120 91 | 793.902 09 | 1.852.023 00 | 430.751 44 | 909.607 07 | 1.340.358 51 | » | » | 144.310 81 | 302.515 79 | 1.238.636 42 | 1.541.152 21 |
| 1915 | 478.034 24 | 181.154 65 | 659.188 89 | » | » | 2.548.261 32 | 430.751 44 | 1.182.411 01 | 1.613.162 45 | » | » | 261.719 10 | 253.779 32 | 1.221.718 54 | 1.475.497 86 |
| 1916 | 466.792 78 | 229.647 36 | 696.440 14 | 1.058.120 91 | 903.748 42 | 1.961.869 33 | 815.751 58 | 1.412.028 83 | 2.227.780 41 | » | » | 330.404 84 | 183.651 33 | 1.397.092 60 | 1.580.743 93 |
| 1917 | 482.696 79 | 309.761 21 | 792.458 00 | 1.058.120 91 | 851.052 45 | 1.909.173 36 | 1.315.743 42 | 1.743.076 65 | 3.058.820 07 | » | » | 357.379 91 | 228.565 10 | 1.831.201 19 | 2.059.766 29 |
| 1918 | 522.801 56 | 280.571 38 | 803.372 94 | 367.029 33 | 779.833 43 | 1.146.862 76 | 739.634 18 | 1.691.794 60 | 2.431.428 78 | » | » | 477.787 87 | 545.447 72 | 1.781.270 03 | 2.326.717 75 |
| 1919 | 561.932 19 | 354.773 00 | 916.705 19 | 1.116.943 21 | 1.049.971 61 | 2.166.914 82 | 1.776.255 69 | 2.009.041 89 | 3.785.257 58 | » | » | 509.740 19 | 561.731 80 | 1.327.474 73 | 1.889.206 62 |
| 1920 | 111.183 14 | 470.382 31 | 582.195 45 | 1.116.943 21 | 222.180 15 | 1.339.123 36 | 880.242 58 | 530.256 89 | 1.410.499 47 | » | » | 358.777 94 | 379.995 10 | 1.772.889 82 | 2.092.884 92 |
| 1921 | 162.924 28 | 574.405 54 | 737.329 82 | 238.325 82 | 404.156 74 | 692.482 56 | 1.601.814 39 | 1.256.079 43 | 2.857.894 32 | 69.123 96 | 100.147 22 | 159.271 18 | 506.659 36 | 2.304.119 26 | 2.870.778 62 |
| 1922 | 147.394 55 | 518.755 74 | 666.150 29 | 263.466 64 | 220.644 13 | 484.110 77 | 1.533.367 91 | 2.128.723 91 | 3.662.091 82 | » | » | 466.569 67 | 508.654 86 | 866.700 26 | 1.375.355 12 |
| 1923 | 116.164 79 | 313.726 11 | 429.890 90 | 216.093 70 | 254.647 73 | 470.741 43 | 1.168.855 90 | 2.343.028 01 | 3.511.883 91 | 50.385 54 | 395.874 23 | 446.259 77 | 401.136 54 | 606.210 19 | 1.007.346 73 |
| 1924 | 88.132 00 | 191.917 87 | 280.049 87 | 163.723 62 | 120.731 35 | 284.454 97 | 890.384 50 | 928.202 16 | 1.818.586 66 | 43.336 78 | 375.768 31 | 419.104 09 | 334.626 85 | 398.584 04 | 733.210 89 |
| 1925 | 64.481 52 | 229.561 34 | 294.042 86 | 119.571 79 | 171.451 79 | 291.023 58 | 624.396 66 | 688.085 44 | 1.312.482 10 | 37.339 28 | 355.855 60 | 393.194 88 | 288.428 32 | 1.836.432 62 | 2.124.860 94 |
| 1926 | 43.831 89 | 274.578 25 | 318.410 14 | 80.395 36 | 1.531.184 60 | 1.611.579 96 | 401.326 52 | 1.416.651 58 | 1.817.978 10 | 15.448 27 | 471.776 08 | 487.224 35 | 185.655 00 | 2.087.182 01 | 2.272.837 01 |
| 1927 | 50.797 33 | 267.214 96 | 318.012 29 | 130.988 29 | 1.992.074 75 | 2.123.063 04 | Néant | 1.011.058 51 | 1.011.058 51 | 27.933 85 | 510.450 09 | 538.383 94 | 189.200 66 | 1.004.644 82 | 1.193.845 48 |
| 1928 | 65.739 85 | 325.665 46 | 391.405 31 | 161.460 40 | 2.453.528 13 | 2.614.988 53 | Néant | 1.112.461 98 | 1.112.461 98 | 34.573 58 | 592.981 19 | 627.554 77 | 184.884 30 | 914.622 40 | 1.099.506 70 |
| 1929 | Néant | 488.472 99 | 488.472 99 | 202.599 04 | 1.453.470 77 | 1.656.069 81 | Néant | 1.033.556 00 | 1.033.556 00 | 44.147 67 | 441.623 65 | 485.771 82 | 206.913 06 | 351.043 81 | 557.956 87 |

N. B. — Faute de plus amples renseignements, la valeur du portefeuille au cours du jour a été indiquée :
à compter du 30-6-1912 pour l'Annam ; — 31-5-1922 pour le Cambodge ;
— 31-5-1918 pour la Cochinchine ; — 31-5-1924 pour le Laos ;
— 30-6-1912 pour le Tonkin.

Graphique de la situation des Caisses de Réserve des Budgets locaux de 1900 à 1929



Graphique de la situation des Caisse de Réserve
des Budgets locaux de 1900 à 1932



CAMBODGE

La Caisse de réserve du Cambodge fut créée par décret du 5 juin 1896 et son montant maximum fixé à 5 millions de francs par décret du 31 mai 1902. Ce montant fut ensuite ramené à 2.500.000 francs par décret du 15 août 1910 puis supprimé. Il n'est possible de donner des chiffres précis sur l'avoir de la caisse qu'à compter de l'année 1906. L'encaisse globale s'élève à cette date à 1.284.225 \$ 14 dont 708.136 \$ 68 en portefeuille acquis en vertu des dispositions des arrêtés du Gouverneur général du 4 décembre 1899 et 14 février 1901. Différents achats furent également effectués en 1911 et en 1918.

Au 30 juin 1907 cet avoir tombe à 909.225 \$ 14. La moins-value est imputable :

- a) A l'achat d'un titre de rente 3 % (200.000 \$);
- b) Aux dépenses consacrées au paiement du voyage de France de S. M. le roi Sisowath (125.000 \$);
- c) Enfin au prélèvement destiné à servir de fonds d'avances pour couvrir les dépenses d'administration des provinces de Battambang, Siemréap et Sisonh cédées par le Siam à la France en vertu du traité du 23 mars 1907 (50.000 \$).

Le reliquat toujours croissant des exercices permet à la Caisse de Réserve de connaître une ère de prospérité et il convient de noter que même actuellement la caisse du Cambodge ne se ressent pas trop du déséquilibre existant entre les recettes et les dépenses.

Au 31 mai 1915 l'avoir est de 2.548.261 \$ 32. Il s'abaisse un peu l'année suivante par suite de deux prélèvements destinés l'un aux victimes de la guerre 1914-1918 (100.000 \$), l'autre à la dotation des dépenses extraordinaires inscrites au budget de 1915 (600.000 \$). Mais il est reconstitué rapidement et au 30 juin 1919, il atteint à nouveau 2.166.914 \$ 82 pour décroître ensuite jusqu'en 1925. La valeur du portefeuille est du reste sensiblement affectée par les variations du taux de la piastre et la baisse des cours de bourse. En 1921, la valeur des titres au cours du jour est de 288.325 \$ 82, elle n'est plus en 1926 que de 80.395 \$ 36. Divers prélèvements sont ensuite effectués pendant cette même période : les recettes de l'exercice 1923 se révélant insuffisantes, il est procédé à un prélèvement de 104.000 piastres; 50.000 piastres sont en outre affectés à la réfection de routes dé-

truites par les inondations de juillet et août 1923. Le reliquat des exercices 1925 (1.359.732 \$ 81), 1926, (1.940.451 \$ 15) et 1927 (1.011.453 \$ 38) permet à la Caisse de regagner le terrain perdu et son avoir qui, en 1925 était de 291.000 piastres passe à 1.611.000 piastres au 31 mai 1926, à 2.123.000 au 31 mai 1927, enfin à 2.614.988 \$ 53 au 31 mai 1928. C'est là un maximum ; au 30 juin 1929, l'avoir est de 1.656.000 piastres et au 31 décembre de la même année, il s'élève à 1.055.605 \$ 61 par suite d'un prélèvement de 657.720 piastres, effectué en août pour parer à l'insuffisance des recettes de l'exercice 1929.

COCHINCHINE

Antérieurement à 1904, les reliquats budgétaires furent affectés au paiement de l'arriéré de la Cochinchine. Le budget de l'exercice-1896 s'était en effet clôturé par un déficit dépassant un million de piastres. Le reliquat de l'exercice 1905 s'élevant à 15.359 \$ 50 fut versé à la Caisse de Réserve dont l'avoir augmenta peu à peu. En 1906, il est de 195.533 piastres, en 1910 de 361.891 piastres, en 1917 de 3.058.820 \$ 07 (le reliquat de l'exercice 1916 s'élevant à 1.136.613 \$ 43). Ces plus-values constantes avaient permis, au cours des années 1912-1913-1915-1916-1917-1918 et 1920, l'acquisition d'un portefeuille dont la valeur au cours du jour n'atteignait pas moins de 1.601.814 piastres au 31 mai 1921. Malgré la moins-value qui affecta la valeur des titres au cours des années suivantes, la situation de la Caisse n'en demeurait pas moins prospère et au 31 mai 1923, l'avoir total s'élevait à 3.511.883 \$ 91. Mais à partir de 1924, l'insuffisance des recettes s'accroît et ce n'est que par des prélèvements annuels effectués sur le fonds de réserve que les opérations budgétaires peuvent être bouclées. L'exercice 1924 se solde en effet par un déficit auquel on pare par un prélèvement de 1.480.000 piastres ; il en va de même de l'exercice 1925 et des exercices suivants. L'avoir total baisse environ de moitié, circonstance qui ne met pas obstacle au geste que se propose la Cochinchine : Par délibération du Conseil colonial en date du 17 avril 1926, il est fait abandon à la Métropole à titre de contribution volontaire pour le redressement du franc, de la totalité des titres de rentes françaises de la Caisse de Réserve, représentant un capital de 11.004.824 francs et équivalant à 610.337 francs de rentes. L'avoir de la Caisse au 31 mai 1929 était de

1.033.556 piastres et au 31 décembre de la même année, de 153.556 piastres par suite d'un prélèvement de 880.000 piastres pour parer à l'insuffisance des recettes de l'exercice 1929.

..

LAOS

Antérieurement à 1913, le reliquat de l'exercice précédent était reversé à l'exercice suivant. Ce n'est qu'en 1914 que le reliquat de l'exercice 1913 a été versé à la Caisse de Réserve.

Le reliquat qui, au 20 juin 1905 était de 42.678 piastres de 131.761 piastres au 4 octobre 1907 s'est élevé brusquement à partir de l'exercice 1914, où, de 144.310 piastres, il passe à 261.719 piastres. Cette situation permet en 1917 et en 1918, l'achat de titres de rentes 4 % 1917 et 4 % 1918 d'une valeur de 102.630 \$ 72. L'avoir de la Caisse suit une progression régulière et n'était-ce la baisse de la valeur du portefeuille, valeur d'ailleurs en reprise sérieuse depuis 1927, on peut dire que le fonds de réserve a été peu affecté par l'accroissement des dépenses. Cet avoir qui a atteint 627.554 piastres au 31 mai 1928 était, à la même époque de l'année suivante, de 485.771 piastres par suite d'un prélèvement de 250.000 piastres destiné à faire face à l'insuffisance des recettes de l'exercice 1928.

Après un prélèvement de 210.000 piastres effectué en décembre 1929, en vue de la régularisation des dépenses d'exercices clos, la situation de la Caisse est la suivante au dernier jour du même mois :

| | |
|-------------------------------------|---------------|
| Avoir du numéraire disponible | 231.623 \$ 65 |
| Portefeuille | 58.396 96 |

TONKIN

Comme celle de l'Annam, la Caisse de Réserve du Tonkin a été créée par arrêté du Gouverneur général du 15 septembre 1898 lors de la scission de l'ancien « budget du Protectorat de l'Annam-Tonkin ».

Comme cette dernière, elle fut constituée par les reliquats des budgets des exercices 1896 et 1897. Il fut versé 150.000 piastres prélevés sur le reliquat de l'exercice 1897 et le Tonkin reçut 500.000 piastres sur les excédents du budget de 1898 (arrêté du Gouverneur général du 20 octobre 1899).

En 1900, l'avoir qui s'élève à 1.227.519 piastres se maintient environ à ce chiffre pendant près de trois ans. La foire exposition de Hanoi en 1902 fut pour elle l'occasion de gros prélèvements qui firent tomber son encaisse à 159.245 piastres en 1903. Plus de 2.000.000 piastres furent en effet imputés sur la Caisse; toutefois, une partie de cette somme étant concédée à titre d'avance, le budget général et les budgets locaux remboursèrent 1.377.727 piastres. Dès 1904, la situation de la Caisse redevenait ce qu'elle avait été antérieurement: le reliquat du budget local de l'exercice 1903 qui lui laissait près de 700.000 piastres et le remboursement des prélèvements (228.935 piastres) portèrent l'avoir total à 1.309.893 piastres au 30 juin 1905. Les inondations du Fleuve Rouge en 1905 l'affectèrent: 300.000 piastres furent employés aux travaux des digues et 100.000 \$ furent alloués à titre de secours aux inondés. Cependant en 1907, l'avoir global était encore de 1.027.868 piastres. Il baisse sérieusement au cours des deux exercices suivants. En 1908, il n'est plus que de 821.452 piastres; 80.000 piastres ont été prélevés aux fins de couvrir les dépenses de levée et d'entretien d'une force complémentaire de Garde indigène et 162.715 piastres servent à régulariser le déficit du budget local de l'exercice 1908. L'année 1909 le voit tomber à un chiffre qui n'a jamais été atteint: au 30 juin 1910, il n'est plus que de 17.184 \$ 76. Cette brusque dégression est occasionnée par la régularisation du budget local de l'exercice 1909, déficitaire, (193.116 piastres sont prélevés à cet effet); 525.831 piastres sont affectées en outre à la régularisation de dépenses supplémentaires des opérations de police contre les réformistes chinois du Yèn-Thê et de Phuc-Yèn. Les années suivantes voient reparaître l'ancienne prospérité. Au 30 juin 1911, l'avoir est de 118.183 piastres; en 1913, il remonte à 1.500.000 piastres pour atteindre son maximum en 1921 (2.870.778 piastres). Les reliquats des exercices 1915 à 1918, permettent l'achat d'un portefeuille valant près de 2.500.000 francs. Mais à dater de 1922, la Caisse est sans cesse sollicitée pour pallier au déséquilibre du budget. Sont prélevés à ce titre 908.000 piastres en 1922, 522.434 piastres en 1923, 297.900 piastres en 1924. Seuls les reliquats des exercices 1924 et 1925 permettent de maintenir l'avoir de la Caisse à 2.272.837 piastres au 31 mai 1926. Mais les événements malheureux provoquent à nouveau une régression rapide. Les inondations de 1926 coûtent au Tonkin 1.550.000 piastres. D'au-

tre part, les insuffisances des recettes portent au fonds un coup sérieux : 805.000 piastres sont prélevés pour solder l'exercice 1927 — 400.000 piastres pour l'exercice 1928. L'année 1929 voit deux nouveaux prélèvements de 297.400 piastres et 123.000 piastres auxquels s'ajoutent le relèvement des soldes indigènes (286.493 piastres). Actuellement le portefeuille est en voie de liquidation et l'avoir total au 31 décembre 1929 était de 546.337 piastres.

En raison de l'origine des fonds qui les alimentent, le problème des Caisses de Réserve est intimement lié à celui des budgets locaux. Il n'est pas besoin de souligner que la situation de la caisse dépend uniquement de l'équilibre de ces mêmes budgets et que toute réforme touchant ces organismes aura sa répercussion inévitable sur les fonds de prévoyance.

Dans l'étude relative aux budgets locaux, il a été indiqué le remède apporté au malaise provenant du déséquilibre de ces budgets. Il n'est pas douteux, dans ces conditions, que les palliatifs envisagés n'aient, pour les Caisses de Réserve, les conséquences les plus heureuses et il est à prévoir que ces dernières pourront à nouveau connaître la prospérité momentanément disparue en raison de l'accroissement des charges budgétaires, et des événements malheureux qui notamment en Annam et au Tonkin ont nécessité durant ces dernières années, des sacrifices importants.

Hanoï mai 1930.

